



La Société historique acadienne

LES CAHIERS

Vol. 41, n° 1

mars 2010

La Société historique acadienne

Les Cahiers

Vol. 41, n° 1

mars 2010

Table des matières

Présentation (La rédaction)	3
La Compagnie Charles Robin à Caraquet (Bernard Thériault)	4
Nova Scotia Education Acts, 1758-1865 ; Implications for Eighteenth & Nineteenth Century Acadians in Eastern Nova Scotia (Brad Sweet)	38

Les articles dans *Les Cahiers* sont répertoriés dans *Acadiensis*, *Canadian Historical Review* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

Courrier de la deuxième classe – Enregistrement PAP n° 09600 – Client n° 2133024
Mise en pages : Ginette Cormier-Léger
Imprimé par Imprimerie Dupuis, Shédiac (N.-B.)
ISSN 0049-1098

La Société historique acadienne

La Société historique acadienne fut fondée en 1960 dans le but de regrouper toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire acadienne. Son objectif principal est de se consacrer à la découverte, la collection et la publication de tout ce qui peut contribuer à mieux faire connaître et aimer l'histoire acadienne.

ON PEUT DEVENIR MEMBRE DE LA SHA EN PAYANT LA COTISATION DE :

Membre à vie	500 \$
Membre bienfaiteur	50 \$ ou plus
Membre régulier	• 30 \$ au Canada • 40 \$ à l'étranger
Membre étudiant	15 \$
Bibliothèques et institutions	• 50 \$ au Canada • 60 \$ à l'étranger

Tout membre en règle reçoit automatiquement pour l'année en cours, *Les Cahiers* publiés par la Société. Un montant de 25 \$ de la cotisation sert à défrayer les coûts de publication et d'expédition des *Cahiers*.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMMUNIQUER À L'ADRESSE SUIVANTE :

La Société historique acadienne

Case Postale 632
Moncton (N.-B.) E1C 8M7

Président	Jean Daigle
Président sortant	M ^e Paul Thériault
Vice-président	Raymond McLaughlin
Secrétaire	Donald-Léo LeBlanc
Secrétaire-adjoint	Lewis LeBlanc
Trésorière	Marie-Ève Godbout
Conseillers.ères	• M ^e Michel Cyr • M. le juge Joseph Daigle • Simonne LeBlanc-McCarthy
Représentant du Département d'histoire	Nelson Ouellet
Fonds permanent	• Edgar Léger • Marie-Ève Godbout
Comité de rédaction	• Ronnie-Gilles LeBlanc • Lewis LeBlanc
Vérificatrice	Louise Belliveau, C.A.
Expédition des <i>Cahiers</i>	Oscar Duguay

Présentation

Comme dans le dernier numéro des *Cahiers*, le Village Historique Acadien (VHA) est toujours à l'honneur dans la présente livraison. Grâce aux bons soins de Philippe Basque, l'historien du Village, nous avons obtenu, pour fins de publication, trois rapports relatifs aux édifices historiques qu'on a transportés et aménagés au VHA en vue d'en faire une interprétation historique avec les costumes et les ameublements de l'époque. Dans ce *Cahier*, nous reproduisons le rapport qu'a préparé Bernard Thériault sur le hangar des Robin au VHA. Pour quiconque est un peu familier avec l'histoire de la communauté acadienne du golfe du Saint-Laurent, le nom Robin est étroitement lié à l'industrie des pêches de cette région. En effet, les Robin, jersiais d'origine, étendaient leurs activités de la Gaspésie jusqu'au Cap-Breton, en passant par la Péninsule acadienne avec un poste de pêche à Caraquet. Comme le démontre très bien Bernard Thériault, les Robin étaient d'abord et avant tout des hommes d'affaires et ce sens des affaires leur a permis d'ériger un vrai empire dans le secteur des pêches aux provinces Maritimes à l'époque, malheureusement, au détriment des pauvres pêcheurs acadiens. Il était donc de mise, d'inclure un édifice de l'installation des Robin au Village Historique Acadien, afin d'interpréter cette facette du passé de la communauté acadienne.

L'éducation en langue française en Acadie a toujours été et demeure encore une question à caractère national et les luttes engagées pour assurer ce droit ont été longues et ardues, sans nécessairement donner les résultats escomptés. Depuis l'insertion de la Charte des droits et libertés dans la constitution canadienne, il est devenu plus facile pour la communauté acadienne des provinces Maritimes de faire valoir ses droits à une éducation en français, mais il n'en a pas toujours été ainsi, ce qui explique, en partie, les ravages de l'assimilation en milieu minoritaire, voire même majoritaire, surtout à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. Dans l'étude que nous livre Brad Sweet sur la législation scolaire en Nouvelle-Écosse, au cours du siècle qui a suivi la Déportation, nous comprenons mieux ce qui a permis cet état de choses. Les premières mesures législatives en matière d'éducation visaient à en prohiber l'accès aux catholiques, ce qui, par le fait même, en excluaient les enfants acadiens. De plus, le stricte usage de l'anglais comme langue d'enseignement se faisait au détriment d'autres langues comme le français, le gaélique, l'allemand ou le micmac. Au début des années 1840, comme nous l'explique Brad Sweet, avec le vent de démocratisation qui soufflait alors sur les provinces Maritimes sous l'impulsion du mouvement pour la responsabilité ministérielle ou gouvernement responsable, la Nouvelle-Écosse adopta une série de mesures reconnaissant entre autres, les droits linguistiques de la communauté acadienne en matière d'éducation. Malheureusement pour elle, les gouvernements « libéraux » qui avaient mis ces mesures en place, grâce à l'influence du réformateur Joseph Howe, cédèrent le pas à un gouvernement plus « conservateur », sous la houlette d'un des pères de la Confédération canadienne, Sir Charles Tupper, qui préféra faire marche arrière et adopta une attitude qui ne manqua pas de marquer à la même époque, les provinces ou colonies voisines. Les droits linguistiques qui avaient été reconnus en Nouvelle-Écosse dans le domaine de l'éducation, depuis une vingtaine d'années déjà, furent tout simplement éliminés de la nouvelle loi scolaire adoptée en 1864.

La rédaction



Le hangar Robin du complexe du pêcheur au Village Historique Acadien, 2009 (SOURCE : Coll. VHA)

La Compagnie Charles Robin à Caraquet

Bernard Thériault

Introduction

Il entre dans les politiques du Village Historique Acadien de faire, pour chaque bâtiment sur le site, une recherche historique détaillée.

En plus d'avoir une valeur architecturale, certains bâtiments renferment parfois d'autres aspects très intéressants qui méritent d'être retenus. C'est le cas pour le hangar Robin du complexe du pêcheur. Il faudra voir dans ce bâtiment l'histoire d'un peuple qui, après la Déportation, réussit tant bien que mal à se réorganiser.

Sur le plan socioéconomique, le travail apparaît aussi comme étant très intéressant. D'une économie dite de moyen, on passe à une économie un peu plus ouverte et un peu plus complexe basée surtout sur les pêches, la forêt et l'agriculture. L'exploitation de ces ressources s'effectuera de différentes façons et l'évolution économique du peuple acadien ne se fera pas toujours à son avantage. C'est pourquoi le Village Historique Acadien a cru bon de transporter et de restaurer, sur le site historique, l'un des hangars de la Robin, Jones and Whitman établie à Caraquet pendant près de deux cents ans.

L'influence de la compagnie Charles Robin dépasse largement les cadres de l'économie et reste encore marquante dans plusieurs domaines. C'est justement toutes ces influences et les lignes de conduite de cette compagnie que nous tenterons de faire ressortir dans ce travail. Je mettrai donc l'accent surtout sur les aspects socioéconomiques que nous ont légués les Robin.

Les Robin : deux siècles d'activités à la baie des Chaleurs

L'île Jersey

C'est probablement à cause de sa position géographique que l'île Jersey a très souvent laissé l'histoire parler d'elle au cours des années. Située entre la France et l'Angleterre, cette île, comme les autres îles anglo-normandes, est plus près de la côte française qu'elle ne l'est de l'Angleterre.

Si l'on tient compte des relations tendues qui ont existé entre la France et l'Angleterre au cours des siècles, l'île Jersey est à plusieurs occasions la cible des attaques des deux ennemis.

C'est en 709 que pour la première fois l'île passe aux mains de l'Angleterre. Un peu plus tard, lors de la guerre de Cent Ans (entre 1337 et 1453), le Château de Mont Orgueil est assiégé par les Français, mais sans succès. La même situation se produit en 1450, lors de la guerre des Deux Roses. Encore une fois, les Français ne parviennent pas à s'accaparer de l'île.

La seule occasion où les Jersiais ont dû abandonner leur île à l'ennemi fut en 1881, alors qu'un officier français chargé de six cents soldats attaqua la baronnie de l'île et fit signer une reddition. Ce fut cependant de courte durée, car une garnison de deux mille hommes de la milice locale organisée à partir de Saint-Pierre redonne à cette île son allégeance à la reine d'Angleterre quelques semaines plus tard.

Tout au long des années, il va sans dire que l'Angleterre s'est servie de l'île Jersey pour y installer des bases militaires. Un château fort y est construit à partir de 1212 et de nouvelles fortifications y seront ajoutées au cours des années¹.

L'île Jersey a aussi eu son rôle à jouer au cours de la Deuxième Guerre mondiale, alors qu'elle est occupée par les Allemands et un peu plus tard libérée par les alliés.

C'est donc ce passé tendu qui a fait de l'île Jersey et de ses habitants un grand sujet pour les personnes intéressées à l'histoire. Ce sont ces événements qui ont fait des Jersiais des gens autant différents des Français que des Britanniques et qui ont développé chez eux une mentalité propre à leur île. Ce contexte particulier n'est sans doute pas étranger au fait qu'il s'est développé à cet endroit une classe d'hommes d'affaires qui très vite s'imposent partout où ils s'établiront.

Mais d'abord, arrêtons-nous sur l'histoire religieuse de l'île Jersey. Jersey, à ses origines, était peuple de catholiques qui ne parlaient que le français. À partir du 16^e siècle, alors que l'Angleterre est en pleine crise de religion et que les Huguenots français sont eux aussi persécutés par les catholiques, les Jersiais commencèrent à accepter le protestantisme.

1. Gustave LeGresley, *Notes sur l'île Jersey*, manuscrit. Après un voyage à l'île Jersey en 1968, Gustave LeGresley écrit un document où il donne une histoire sommaire de l'île de ses ancêtres. C'est dans ce document que sont puisées toutes ces notes historiques.

La révocation de l'édit de Nantes se fait en 1685. Plutôt que d'abandonner leur allégeance religieuse, beaucoup d'Huguenots décident de quitter le pays. Comme la philosophie protestante de l'époque acceptait beaucoup mieux le monde des affaires, ce fut surtout cette catégorie de gens qui ont quitté le pays au grand désavantage de toute la France. Ces personnes ont immédiatement pensé aux îles anglo-normandes pour s'installer étant donné qu'ils pouvaient, à partir de ces îles, continuer leur commerce et aussi y établir une relation avec l'Angleterre. L'île Jersey se peuple donc de Huguenots qui transporteront avec eux leurs connaissances, leur religion, leur culture et leur langue.

La langue française sera pour plusieurs siècles la langue populaire, alors que c'est autour de la langue anglaise que se développeront les affaires. Même si elle est en perte de vitesse, la langue française est la langue officielle du gouvernement de l'île Jersey.

Nous sommes au 19^e siècle sur l'île Jersey. Nous avons là des hommes d'affaires protestants, qui de par leur situation font affaire aussi bien avec la France que l'Angleterre. Brillants hommes d'affaires, ces Jersiais sont devenus bilingues, chose très importante.

Le commerce développé sera de type « import - export » et parce qu'il est établi sur une île, ce commerce se fera à partir d'une flotte maritime. Charles Robin était l'un de ces commerçants.

Robin and Pippon Co.: 1767, Tuesday, June 2nd

Arrived this day at 2 o'clock p.m. in the road of Paspébiac, our destined place, having sailed in the Snow Reavery Ph. Fainton, Mastr, on the 23rd of March from Jersey obliged to put into Halifax for want of water of the 21th of May. Sailed the 14th for Isle Madame, arrived there the 16th we were detain'd by contrary winds till the 23th during which time we took on board timber. I had order'd Peter DeBoursier last fall to cut for a stage etc. for the Bay, with a letter to Mr. J. B. Jiroux of Caraquet acquainting him of my coming, and order'd Mr. Herault the Boat Master to acquaint the planters of the same. The day of our arrival at 5 o'clock set out in the Neptune for Bonaventure, to make proposition to the planters, arriv'd there at 8 o'clock².

C'est ici que commence notre récit avec la famille Robin. Quoique son premier voyage au Canada ait lieu en 1766, ce n'est que l'année suivante, en 1767, que Charles Robin commence à écrire son journal. Comme on peut le

2. Bibliothèque et Archives Canada, *Journal of Charles Robin, 1767-1787*, 2 juin 1767, p. 2.

constater, il est déjà assez bien organisé, possédant des agents en Gaspésie et à Caraquet, en la personne de Jean-Baptiste Giraud.

Venu en terre acadienne au nom d'une compagnie jersiaise, la Robin and Pippon Company, afin d'évaluer le potentiel de l'endroit, surtout dans le domaine des pêcheries, Charles Robin a dû probablement tenir compte du fait que cette partie du Canada, étant possession Anglaise depuis 1763, abritait des réfugiés acadiens victimes de la Déportation de 1755. Aussi, étant proche des bancs de Terre-Neuve, cette région se devait d'être fertile en poisson.

Des rapports nous indiquent que déjà la compagnie Robin and Pippon, pour laquelle Charles Robin travaillait, possédait déjà des installations de traite en Nouvelle-Écosse, dans la région d'Arichat. Son frère, John, semble être le responsable chargé de l'administration de cette région.

Cette compagnie n'apparaît cependant pas comme étant la propriété exclusive de la famille Robin, car on retrouve dans la correspondance de Charles adressée à partir de Paspébiac et datée du 8 septembre 1767, une lettre faisant allusion à certains actionnaires londoniens.

Vu, Monsieur que vous ne me connaissez pas, je donnerai avis à Messrs. DeGruchy et LeBreton de Londres qui sont intéressés dans cette société pour qu'ils confirment mes ordres³.

Les Robin paraissent aussi être au courant de la situation des Acadiens, car dès 1763, on retrouve des membres de la famille Robin qui tentent d'encourager les familles acadiennes déportées en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis de revenir s'installer autour de la Baie des Chaleurs⁴. Cette même année, Jacques Robin assure l'Acadien Louison Petitpas, résidant à Halifax, qu'il obtiendrait une concession de terre s'il vient travailler pour la compagnie⁵.

Cependant, ces manœuvres ne sont pas encouragées par le gouverneur du Canada de l'époque et le *Board of Trade* qui éprouve quelques réticences à laisser rentrer les déportés.

Toutefois, les choses changent et en 1774, Charles Robin reçoit, en plus d'une approbation du gouverneur, un encouragement officiel pour établir des

3. *Ibid.*, 8 septembre 1767, p. 18. Cette lettre a été écrite à un marchand de Québec pour lui commander certaines marchandises pour les pêcheurs de la baie des Chaleurs.

4. Émile Lauvrière, *La tragédie d'un peuple*, Paris, 1924, p. 439.

5. Cédric Haines, « L'établissement acadien au Nord-Est 1755-1826 : l'économie du nord-est du N.-B. les Acadiens et la pêche », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys (RSHND)*, vol. 9, n° 2 (1981), p. 8

colons sur les rives de la baie des Chaleurs⁶. À partir de 1763 et ce jusqu'à vers les années 1780, au moins trois navires chargés d'une centaine de colons chacun (et accompagnés de missionnaires catholiques) se sont emmenés sur les côtes de la Gaspésie. C'est le cas de Jean-Baptiste Robichaud, né vers 1751 à Cobequid et déporté en Bretagne en France, qui retourne au Canada en 1774 sur un navire de la compagnie Robin. Il s'établit par la suite à Shippagan⁷.

Transportés aux frais de la firme Robin et installés sur leurs terres le long de la côte, les Robin tentèrent de faire de ces colons des pêcheurs à leur service. Aucun document nous démontre clairement quels étaient les attachements ou les ententes prises entre les colons et la firme jersiaise, mais cet état de choses n'est certainement pas étranger à la réputation d'exploiteur qui s'est développée autour de la compagnie.

Toujours est-il qu'au printemps de 1767, Charles Robin semble déjà bien organisé autour de la baie des Chaleurs et ce sur la rive nord de Gaspé, à Tracadie (Carleton) sur la rive sud de Restigouche et à Miramichi. Dans la baie des Chaleurs, les pêcheurs pouvaient s'équiper pour dix livres sterling en bateau et en grément. Ils n'avaient qu'à partir quelques milles des côtes pour pêcher et pour l'apprêtage du poisson; il y avait très peu de brouillard pour déranger le travail du pêcheur⁸.

Il faut noter aussi que dès cette année-là, la firme Robin possède déjà à Caraquet un agent en la personne de Jean-Baptiste Giraud, dont la famille se serait établie à Caraquet dès les années 1730⁹. Nous reviendrons sur ce point un peu plus tard dans une autre section du travail.

Lors de son départ de Paspébiac¹⁰, Charles Robin monta une liste des biens qu'il ramena d'Europe le printemps suivant, afin d'échanger contre du poisson et des fourrures.

**Liste des marchandises, à peu près, qu'il
nous faudra dans la baie des Chaleurs**

QUANTITÉ	MARCHANDISE
400 barils	Sel

6. É. Lauvrière, *La tragédie d'un peuple*, op. cit., p. 439.

7. Donat Robichaud, *Le Grand Chippagan*, 1976, p. 305.

8. C. Haines, « L'établissement acadien au Nord-Est 1755-1826... », op. cit., p. 16-17

9. « Le fondateur de Caraquet », *RHSHND*, vol. 1, n° 1 (janvier-juin 1970), p. 9.

10. C'est à Paspébiac que Charles Robin avait établi son poste de traite, ses entrepôts et ses magasins pour l'achat de fourrures et du poisson pour toute la baie des Chaleurs.

QUANTITÉ	MARCHANDISE
15 barils	Lard pour vendre
1 tonneau	Beurre
9 (?)	<i>Strouds - 2/3 blue 1/3 red half the quantity of blankets, 2 « points and three points »</i>
2	<i>Pièces de « white do. 2 peaces brown »</i>
2	<i>Pièces de « blue cadiz »</i>
2	<i>Grass different sorts garters</i>
4	<i>Pces (?) calomanes broad stripes</i>
1 douzaine	<i>Deep pewter dishes of 2 sizes</i>
3 douzaines	<i>Deep plates do.</i>
3 douzaines	<i>Half grass spring knives with bone handles</i>
1	<i>M. superfine block flints a little quantity of different sorts of spike nails</i>
14	<i>M. of sharp points nails from 3 inch to 1</i>
3 douzaines	<i>(?) ans sample</i>
1 douzaine	<i>Hatchets</i>
1 douzaine	<i>Hand saw files</i>
1 douzaine	<i>Whip saw do</i>
21	<i>hundred wt. shots</i>
10	<i>hundred W. cannon powder of the best</i>
6	<i>Pièces soil cloth No. 7</i>
1	<i>Cheap wine</i>
1	<i>Pièce 9/18 sheeting</i>
1	<i>Pièce whitened</i>
6	<i>shallop's compasses</i>
12 livres	<i>worsted red and blue shots No. 1 of the same sort as last year</i>

Marginal Notes opposite Liste des marchandises :

the pork for sale must be of the fattest, pay more, have it good. 4 strand, all at 72/; 6 to contain each piece 21 yds. the measure marked upon a piece of lead. The goods to follow from London to be packed in puncheons containing. Furry, as they'll serve again for the purpose¹¹.

11. *Journal of Charles Robin, 1767-1787*, op. cit., p. 20.

Il est très important de noter dans cette liste de marchandises la minutie et la précision avec lesquelles Charles Robin prépare ses commandes et ses ordres d'achat. C'est avec cette même précision qu'il travaille sur le bateau, avec les pêcheurs et les commerçants.

Dans son journal qu'il tient entre 1767 et 1802, Charles Robin nous donne des détails très intéressants sur ses activités et sur la vie des Acadiens de la baie des Chaleurs. C'est aussi dans ce journal qu'il nous est possible de voir de plus près les principes rigides dont se servait Charles Robin pour mener à bien ses affaires. Ces principes apparaissent maintenant pour avoir été la ligne de conduite de la compagnie durant ses deux siècles d'exploitation.

Charles Robin était un homme doté d'un exceptionnel sens des affaires. Ses héritiers cependant, même s'ils avaient hérité de la fortune de leur oncle, n'ont pas pour autant hérité de ses qualités. La force de la compagnie a été créée par Charles Robin et n'a réussi à se maintenir et à progresser que par les règles et les méthodes d'administration que celui-ci y avaient installées¹².

Si l'on poursuit l'étude du journal, on voit que dès 1766 Charles Robin a des contacts permanents dans plusieurs localités tout autour de la baie des Chaleurs. Les villages de Paspébiac, Tracadieche, Caraquet et Miscou sont les plus souvent mentionnés. Ses navires font constamment la navette entre ces centres et Paspébiac pour y acquérir du poisson.

Il est aussi important de noter que c'est à cette époque que la compagnie commence à développer le fameux système d'achat sans monnaie qui, au cours des années, a plongé les pêcheurs de la baie des Chaleurs dans une dépendance.

Sa politique, dans ce sens, était claire et précise et on peut le voir dans une lettre écrite à Arichat, à son capitaine de navire à Paspébiac, en avril 1768.

...ne leur avancez rien que du sel, et un peu de lard s'ils en veulent, ne vendez à personne de notre biscuit, des marchandises sèches d'aucune qualité, prenez garde de leur en vendre jusqu'à ce que je vienne avec vous, alors j'examinerai s'ils ont de la morue d'automne pour me payer les dettes qu'ils nous doivent, sy que non, je ne leur vendrai rien que des agrès de pêche. À l'égard de votre paquotille diffiez (?) vers des gens de Paspébiac, Port-Daniel, Caraquet et de tous ceux qui nous doivent¹³...

12. Michel LeMoignan, Interview, juillet 1975. Michel LeMoignan était en 1975 président de la Société historique de la Gaspésie. Descendant de Jersiais, il s'était lui-même rendu sur l'île Jersey.

13. *Journal of Charles Robin, 1767-1787, op. cit.*, 16 avril 1768, p. 35.

La ligne de conduite de la compagnie est donc claire et précise : il s'agit de n'avancer aux pêcheurs que le strict minimum pour faire la pêche. En échange, le pêcheur se doit de ne vendre son poisson qu'à la compagnie Robin & Collas, en échange duquel il recevra différents produits, mais aucun argent.

Charles Robin, qui à chaque automne après avoir réglé l'état de compte de chacun de ses clients, retourne passer l'hiver à Jersey ou avec son frère à l'île Madame en Nouvelle-Écosse. Il continue ce mode de vie jusqu'en 1777, alors qu'éclate la Révolution américaine, ce qui n'est pas sans créer des conflits ici au Canada.

Étant en période de guerre, des corsaires américains profitent de la situation pour attaquer les navires battant pavillon britannique et s'accaparent de tout ce qu'ils contiennent. Charles Robin se fait piller deux navires qu'il réussit à ravoire grâce à l'aide de la marine britannique. Il paie cependant tellement cher pour cette protection, qu'il juge bon de s'en retourner en Europe jusqu'à la fin des hostilités.

Il fait mention de ces problèmes dans son journal et donne ordre à ses capitaines de navires de hisser pavillon français durant la traversée. Il leur dit aussi de se présenter sur le pont des navires qu'avec des vêtements français et ce pour ne pas être dérangés par les navires américains.

Vous profiterez de la première occasion favorable pour faire voile et pousserez en droiture pour Jersey. Si vous êtes obligé de parler à aucun bâtiment, soit sous pavillon français, dites que vous venez de St-Pierre de Miquelon, que vous allez pour St-Malo et que vous vous appelez Joseph Dugât. Si vous découvrez que nous avons la guerre avec l'Espagne, approchez la côte de France en entrant dans la Manche plutôt que celle de l'Angleterre. Lorsque vous parlerez à quelque bâtiment, prenez soin que tout le monde porte des bonnets et point des chapeaux. N'en souffrez pas un sur le pont¹⁴.

Charles Robin nous quitte donc, ainsi que son frère, pour retourner en Europe. Son absence sera de cinq ans, puisqu'il ne reviendra au Canada qu'au printemps 1783. Ses bâtiments et ses propriétés en Gaspésie et en Nouvelle-Écosse sont gardés et entretenus par des Acadiens durant son absence.

Charles Robin Company

Charles Robin revient donc au printemps 1783 au Canada, mais cette fois-ci non pas comme représentant de la Robin, Pippon and Company mais

14. A. LeGros, « C. Robin on the Gaspe Coast », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 4, n° 2 (avril-juin 1966), p. 90.

bien comme patron de Charles Robin Company — nom que portera la compagnie pendant près de 75 ans. De cette époque et ce jusqu'à sa retraite en 1802, Charles Robin réussit assez bien à mettre sur pied son immense empire qui fait de lui et sa famille les gens les plus respectés de la baie des Chaleurs.

Il semble que lors de son arrivée en 1783, Charles avait emmené trois de ses neveux avec lui, soit Philip, John et James; tous trois fils de Philip, frère de Charles, qui s'occupait des affaires de la compagnie en Europe.

La compagnie est administrée à partir de Saint-Hélier, à l'île Jersey, et elle était divisée en trois différents secteurs : Philip, de Jersey, se charge de trouver les marchés dans les différents pays d'Europe; John est responsable des centres de la Nouvelle-Écosse et, enfin, celui qui nous intéresse plus particulièrement, Charles est responsable de la baie des Chaleurs.

Les transformations qui eurent lieu pendant le séjour de Charles Robin à Jersey en 1777 et 1784, nous permettent de croire qu'il a réussi à s'accaparer de la majorité, sinon de la totalité des actions de la compagnie.

De toute façon, c'est en 1802 que Charles se retire des affaires pour laisser à ses neveux un commerce plus que prospère. La situation de dépendance des colons acadiens et les différentes guerres dans lesquelles l'Europe a été plongée à cette époque ont fait qu'en premier lieu, l'approvisionnement du poisson est à bon marché au Canada et que deuxièmement, la rareté de la nourriture en Europe a rendu facile l'écoulement de ce stock et ce avec des profits considérables.

De 1783 et ce jusqu'à vers les années 1850, l'empire Robin ne cesse de s'élargir, car l'on sait qu'à cette époque, les Robin possèdent plus d'une douzaine de postes de pêche en Gaspésie : un au Nouveau-Brunswick, plus d'une dizaine sur la côte nord du Saint-Laurent et quelques-uns en Nouvelle-Écosse. Les postes de la Gaspésie sont : Port-Daniel, Percé, Gascons, Newport, Grande-Rivière, Malbaie, Douglstown, Gaspé, Rivière-au-Renard, Anse-aux-Griffons, Cap-des-Rosiers et Matane¹⁵. Au Nouveau-Brunswick, Caraquet est le seul poste permanent. C'est à partir de là que s'effectuent toutes les transactions sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Un peu plus tard, au début du 20^e siècle, la firme Robin achète l'entreprise des Fruing sur l'île Lamèque.

La Compagnie Charles Robin détient donc en Gaspésie et sur la côte nord du Nouveau-Brunswick un monopole unique qui ne sera contesté qu'au

15. M. Bourdages, « C. Morin dernier capitaine de goélette en Gaspésie », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. VI, n° 4 (octobre-décembre 1968), p. 149.

milieu du 19^e siècle. La firme avait en effet si bien entraîné ses employés que certains d'entre eux, conscients de l'efficacité du système utilisé par les Robin, décidèrent de les abandonner et de se lancer en affaires.

À partir des mêmes méthodes d'exploitation, ces firmes ont réussi plus ou moins à organiser une concurrence qui n'a pas nécessairement aidé le pauvre pêcheur. On fait ici mention des deux principaux concurrents de la puissante firme jersiaise : les LeBouthillier installés un peu partout en Gaspésie et qui détiennent eux aussi leur siège central à Paspébiac; les Fruing qui ont eux aussi des établissements en Gaspésie et à l'île Lamèque.

Il est cependant très intéressant de noter qu'il existe tellement de similitude dans les méthodes de gestion de ces deux entreprises et celle des Robin, que plusieurs personnes prétendent que ces compagnies n'auraient été que des filiales de la Compagnie Charles Robin établies dans le but d'empêcher d'autres commerçants de subtiliser leur monopole. Il est aussi intéressant de noter que les principales compagnies qui leur ont fait concurrence ont par après été achetées par les Robin. C'est le cas des deux firmes mentionnées plus haut.

Les méthodes d'exploitation employées par les Robin sont encore de nos jours fortement discutées. Personne ne nie la dureté et la rigidité avec lesquelles la firme Robin faisait fonctionner son commerce. Mais la question s'arrête à savoir s'il était possible, à l'époque, de faire des affaires d'une autre façon. Les ennemis des tactiques autocratiques de la Compagnie Charles Robin diront que tous les moyens étaient bons pour eux, afin de parvenir à leur fin.

De l'autre côté, les défenseurs admettront, avec des réserves, l'exploitation des Robin, mais auront comme défense de dire que seules ces méthodes étaient viables à l'époque. En plus, ils diront que les Robin ont contribué à faire connaître l'Acadie.

Les Robin étaient des exploiters comme toute entreprise de l'époque pouvait l'être. Si les Robin ne payaient que très peu la marchandise et les salaires, c'est que les salaires de l'époque étaient tout simplement très bas et l'argent n'avait pas la signification qu'il a aujourd'hui¹⁶.

Si c'est par la rigidité de ses règles et ses méthodes conservatrices que la firme Robin avait réussi à se créer un empire en terre d'Acadie, c'est aussi par cette rigidité qu'elle a connu sa fin. Les Robin, malgré leur grande qualité au niveau des affaires, étaient des gens dotés d'un conservatisme très pro-

16. Michel LeMoignan, Interview, juillet 1975.

noncé. C'est là une des causes de leur déclin. C'est vers les années 1840-1850 que la Compagnie Charles Robin semble avoir atteint son apogée. C'est aussi à cette date que la concurrence montre ses dents.

En 1855, une banqueroute des banques jersiaises menace la compagnie, puisque celle-ci y avait pratiquement tous ses capitaux. Cependant, la compagnie semble encore avoir les reins solides en s'en sortant tant bien que mal, puisqu'elle opère par la suite sous un nouveau nom. La Compagnie Charles Robin s'est en effet affiliée à la compagnie J. E. Collas. La nouvelle firme opère donc sous la raison sociale de « Robin, Collas & Company¹⁷ ».

Le prestige de la compagnie à la baie des Chaleurs ne semble pas diminuer pour autant. La compagnie poursuit toujours son expansion et ce jusqu'à la fin du siècle. Cependant, une autre banqueroute des banques jersiaises affecte cette fois la Compagnie Charles Robin un peu plus que dans le premier cas.

En 1866, le même problème qu'en 1855 survient. La compagnie Robin, faute de capitaux, doit fermer ses entrepôts à Paspébiac durant l'hiver de 1866. Il s'en suit d'ailleurs une petite émeute, car les gens habitués à trouver leur nourriture chez les Robin exigent maintenant des explications. À Caraquet, on a dû aussi fermer les portes; mais il semble que les concurrents purent facilement remplacer ce que les Robin ne fournissaient plus. Le magasin ne resta fermé que durant les mois de janvier, février et mars 1866¹⁸.

C'est peut-être le commencement de la fin pour l'omniprésente entreprise jersiaise. Déjà, dans la plupart des villages où elle rayonnait auparavant en maître absolu, la compagnie voit surgir de nouveaux commerces qui commencent à l'ébranler sérieusement. Il devient de plus en plus difficile pour une compagnie, dont les activités sont concentrées au Canada, de gérer ses entreprises à partir de l'île Jersey.

En 1910, la firme est vendue à des intérêts canadiens. À partir de son siège social, qui est déménagé en 1904 de l'île Jersey à Halifax, elle opère dorénavant sous le nom de « Robin, Jones and Whitman¹⁹ ».

La Première Guerre mondiale, la crise économique, la Deuxième Guerre mondiale, l'arrivée de nouvelles méthodes de préparation du poisson et des chalutiers ont occasionné la fermeture de pratiquement tous les postes Robin

17. « Jersey Pioneer of the Gaspé Coast », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. IX, n° 4 (octobre-décembre 1971), p. 400.

18. J.M. Léger, « Les Robin : maîtres-pêcheurs », *L'Évangéline*, 13 juillet 1966.

19. Donat Robichaud, *Le Grand Chippagan*, 1976, p. 194-195.

au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. La firme, en 1975, ne possède que six magasins en Gaspésie et deux en Nouvelle-Écosse. Elle ne s'occupe plus alors, de l'achat et de la vente du poisson depuis quelques années, son commerce étant concentré essentiellement sur la vente en gros et au détail. De 1954 à 1975, les opérations ont été dirigées à partir de Paspébiac, quoique le siège social soit demeuré officiellement à Halifax²⁰.

Les succès de cette firme, nous le répétons, sont dûs à l'efficacité des cadres administratifs qui n'ont ménagé aucun effort pour instituer un monopole de pêcheurs autour de la baie des Chaleurs. Ces méthodes ont eu comme conséquence de créer une dépendance du pêcheur vis-à-vis la Robin, Jones and Whitman. Après cette dépendance obtenue et à défaut d'une concurrence réellement solide, on payait à ces pêcheurs des prix très bas pour leur poisson, sans tenir compte des prix du marché mondial. Il était aussi possible pour les Robin de charger des prix assez élevés pour les marchandises que l'on offrait en échange du poisson.

En plus, les Robin avaient comme politique d'avancer aux pêcheurs les marchandises dont ils avaient besoin durant l'hiver. Cette dette devait être payée avec le poisson pris durant l'été suivant. Jamais les Robin ne donnaient d'argent comptant pour le poisson acheté. Le pêcheur devait se contenter d'aller au magasin de la compagnie et d'y prendre des produits pour la valeur de sa pêche. La plupart du temps, le pêcheur se trouvait endetté et ne réussissait jamais à payer complètement sa dette. Il s'agissait d'un système de crédit et non de troc. Le pêcheur devait donc continuer d'être au service des Robin et leur vendre pratiquement toutes leurs prises de morue²¹. Par contre, un endettement pouvait signifier qu'un pêcheur était un bon producteur et qu'il pouvait bénéficier d'une marge de manœuvre auprès de la compagnie²².

Durant tout le 19^e siècle, la compagnie importait de l'île Jersey tout son personnel cadre, c'est-à-dire les agents, commis et forgerons, enfin tous les hommes de métier. Ce n'est qu'à partir de 1910 que la compagnie commença à embaucher des Canadiens.

20. Jack LeBreton et Arthur LeGros, Interview, juillet 1975. La plupart des informations mentionnées dans cette page ont été fournies par J. LeBreton et A. LeGros. Monsieur LeBreton était un ancien président de la R. J. W. et Arthur LeGros a été président de la firme avant M. LeBreton.

21. Nicolas Landry, « L'âge d'or de la pêche à la morue à Caraquet, 1874-1900 », dans *Économie et société en Acadie 1850-1950*, sous la direction de Jacques-Paul Couturier et Phyllis LeBlanc, p. 89.

22. Nicolas Landry et Nicole Lang, *Histoire de l'Acadie*, 2001, p. 154.

Habituellement, ces hommes venaient au Canada pour des contrats d'une durée de trois ans. Surveillés de très près, ces employés étaient soumis à des restrictions très sévères. Tout d'abord, ils se devaient d'être célibataires, car aucune femme n'était admise comme résidente dans les maisons de la compagnie. Règle générale, ils renonçaient à se marier pour la durée de leur terme. Par conséquent, ils pouvaient se marier avec une permission spéciale, mais uniquement avec une Jersiaise qui elle devait demeurer sur l'île.

Tous les employés jersiais demeuraient dans la maison de la compagnie. Il leur était défendu de prendre des boissons alcoolisées et même leur menu était contrôlé. Leurs relations avec les gens du village étaient surveillées et ils devaient se limiter au strict nécessaire. Enfin, un jeune homme pouvait arriver au Canada dès l'âge de quatorze ans et commençait comme apprenti commis. Par la suite, d'après sa compétence, il gravissait les échelons de la compagnie et pouvait devenir agent en chef. Au terme du contrat, l'employé pouvait recevoir un boni ainsi qu'une vacance de deux mois pour visiter sa famille à l'île Jersey. La relation entre l'agent en chef et ses employés se comparait facilement à une relation de père et enfant et, généralement, ils étaient très bien traités par leurs patrons²³.

Le système d'administration fonctionnait de la façon suivante. Chaque station d'une importance moyenne comptait un agent, lequel était tout simplement le gérant. Il devait autoriser l'agent en chef, le *Chief Agent* qui, lui, demeurait à Paspébiac.

L'agent avait à sa charge tous les employés du magasin, c'est-à-dire quelques commis, comptables, etc., ainsi que des employés de service tels que les menuisiers, les forgerons, les cuisiniers, les fermiers et les laboureurs.

Chaque agent devait périodiquement soumettre un rapport de son travail à son agent en chef. Il devait aussi, à tous les deux ou trois ans, se rendre à l'île Jersey pour donner un compte rendu de son administration à ses supérieurs directs.

Ceci résume en gros les activités des Robin autour de la baie des Chaleurs.

23. Walter LeGrand, Interview, juillet 1975. Monsieur LeGrand nous a fourni toutes les informations concernant les employés. Il possédait, encadré dans son salon, le premier contrat qu'il signa avec la Robin, Jones and Whitman en 1919. Il n'avait alors que seize ans. Monsieur LeGrand a été le dernier gérant des Robin à Caraquet. Il a en effet occupé ce poste de 1941 à 1958.

Les Jersiais à Caraquet

Les débuts

La première partie nous laisse voir d'une façon globale les activités de la maison Robin autour de la baie des Chaleurs. Déjà en 1766, il semble clair que dès son premier voyage, Charles Robin aurait établi des contacts avec les pêcheurs de la région de Caraquet.

Le journal de Charles Robin débute à partir du 2 juin 1767 et dès ce jour, il mentionne qu'il doit se rendre à Caraquet avec une lettre pour monsieur Giraud, l'avisant de son arrivée²⁴. Des contacts avaient probablement déjà été établis l'année précédente, puisque monsieur Giraud apparaît déjà comme étant son agent à Caraquet.

Dans un travail publié par la *Revue d'histoire de la Gaspésie*, « Charles Robin on the Gaspé Coast », Arthur G. LeGros écrit ces quelques lignes au sujet du journal de Giraud.

We also see by reference to Caraquet that Charles was already acquainted with Jean-Baptiste Jiroux and other planters. From later entries in the diary I gather that Jean-Baptiste was serving Charles in some capacity or other. We are not told what the nature of these duties was, but it seems likely that Charles advanced salt on credit to some of the planters before he returned to Jersey in 1766. The object of this would have been to enable them to cure the fall fish caught after the Seaflower's departure. No doubt Jean-Baptiste's function was to keep an eye on the fish and see that the planters didn't sell it to some other trader and leave Charles holding the bay²⁵.

Déjà, Charles a des contacts permanents à Caraquet et certains colons ont déjà contracté des dettes à son égard. Il leur a, en effet, avancé du sel pour pouvoir préparer le poisson pris après son départ pour Jersey, à l'automne de 1766. En leur fournissant le sel, il peut s'assurer que ces pêcheurs font partie de sa clientèle pour la saison suivante. Jean-Baptiste Giraud était le fils de Gabriel Giraud dit St-Jean établi à Caraquet, vers l'année 1730²⁶.

Ce Gabriel Giraud se serait établi aux environs du ruisseau Isabelle et même probablement à l'île de Caraquet. Marié à une amérindienne micmaque, Gabriel eut au moins deux enfants : Jean-Baptiste et Angélique.

24. *Journal of Charles Robin, 1767-1787*, *op. cit.*, 2 juin 1767, p. 2.

25. A. LeGros, « Charles Robin on the Gaspé Coast », *op. cit.*, p. 37 et 38.

26. « Le fondateur de Caraquet », *op. cit.*, p. 16.

Pas plus de détails nous sont donnés sur Jean-Baptiste, si ce n'est qu'il aurait lui aussi épousé une Amérindienne du nom de Jeannette Anne et qu'il se serait probablement installé dans la maison de son père. La date de son décès nous est inconnue. Nous savons toutefois qu'en 1784 il est décédé, puisque sa femme prend possession d'une terre sur la « Grande Grant » de 1784 et est nommée la « veuve Giroux²⁷ ».

L'expansion du commerce des Robin à Caraquet se poursuit toujours et si l'on tient compte de la fréquence des mentions de Caraquet dans son journal, tout porte à croire que Charles Robin veut faire de Caraquet le centre de ses activités sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Le territoire visité par Robin sur la côte du Nouveau-Brunswick s'étendait alors de Miramichi jusqu'à Ristigouche, toujours en suivant le littoral.

Géographiquement, Caraquet se trouve au centre de ce territoire et il est normal pour un commerçant d'y installer un poste d'échange. En plus, Caraquet se trouve presque en ligne droite avec Paspébiac et on fait d'ailleurs mention, dans le journal de Charles Robin, qu'il ne faut que trois heures pour faire la traversée dans des conditions normales de température.

Il reste qu'en 1772, Jean-Baptiste Giraud est toujours l'agent des Robin et que l'entreprise prend déjà beaucoup d'ampleur. Charles relate, en effet, dans son journal que Giraud lui a fait, l'année précédente, la demande d'une aide et que celle-ci ne peut lui être accordée étant donné que lui-même, Charles, aurait besoin d'aide supplémentaire à Paspébiac :

1772, May 15

This morning at 6 o'clock within 2 leagues of the entrance of Caraquet, most calm, at ten a light breeze from the S.S.E. plying to wind word at 1 p.m. pout into Caraquet, delivered Sails, Roads, Anchors and other things form three new shalloups, went to see JNO (?) Girauts, but as I had promised him last fall to bring him out a man if I could, which I have not, we parted not very good friends, tho' I assured him we had much trouble to find boat Masters for ourselves. This evening at 11 o'clock sailed from Caraquet, as soon we were out of the Harbor, calm, do. weather all night²⁸.

Par après, à l'exception de quelques mentions de Caraquet dans son journal, ce n'est qu'en 1793 que l'on retrouve des choses intéressantes concernant les Robin et leurs installations à Caraquet.

Lors d'une interview avec Walter LeGrand au cours de l'été 1975, ce dernier disait avoir retrouvé quelque part dans la paperasse du magasin

27. Fidèle Thériault, *Les familles de Caraquet*, p. 214.

28. *Journal of Charles Robin, 1767-1787, op. cit.*, 15 mai 1772, p. 187.

lorsqu'il était gérant de la Robin, Jones and Whitman à Caraquet, la *deed* ou l'acte de vente des terres et bâtiments de Louis Brideau pour la somme de 200 livres²⁹. Si l'on tient compte du fait qu'un quintal de morue se vendait 6 livres vers le début du 19^e siècle, on peut conclure que c'est à bon marché que les Robin ont pris possession de leur domaine à Caraquet.

Dans une lettre datée du 6 novembre 1792 adressée à Florent Robicheau de Miramichi, un représentant de la firme Robin de Paspébiac demande à ce monsieur Robicheau, qui est probablement au service des Robin, d'intenter des poursuites contre Louis Brideau pour dettes envers les Robin³⁰. L'année suivante, soit le 25 mai 1793, une autre lettre en provenance de Paspébiac et à destination d'Otho Robichaud de Miramichi demande de laisser tomber les poursuites contre Louis Brideau de Caraquet, car des arrangements sont intervenus entre lui et la compagnie³¹.

Comme c'est en 1793 que la terre de Louis Brideau devient propriété de la Charles Robin Company, il est facile de déduire que les arrangements mentionnés dans la seconde lettre doivent avoir été faits autour des dettes de Louis Brideau et qui ont résulté en la vente de ses terres. Ce n'est cependant qu'en 1838 que les Robin y installeront définitivement leur commerce.

Il nous est toutefois permis de croire que les Robin avaient d'autres propriétés à Caraquet et que des installations auraient pu être construites sur ces terrains.

Dans une lettre à Charles Robin à l'île Jersey, en date du 27 septembre 1819 et écrite par un agent de Paspébiac, il mentionne le fait qu'il serait très utile de construire un magasin à Caraquet pour faciliter la tâche dans la collection :

I have been over to Caraquet since the departure of Grog (?) and fixed upon the spot to put up the store and agreed with one of the planters for it, which I understand he is now well forward with and which when finished will enable us to save a good deal of time in collecting³².

Nous savons, d'après la correspondance, que rien ne fut construit à la Pointe-à-Brideau avant 1838. Par conséquent, les Robin avaient depuis longtemps des propriétés à Caraquet. On est porté à croire que ces propriétés

29. Walter LeGrand, Interview, juillet 1975.

30. Bibliothèque et Archives Canada, Robin, Jones and Whitman Papers, Paspébiac, 1790-1858, microfilms C-903 et C-904. Information : Donat Robichaud.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*, 27 septembre 1819.

auraient pu se situer à l'intérieur de la baie de Caraquet, quelque part dans le bout de Sainte-Anne-du-Bocage, ou même à proximité des deux rivières de Caraquet.

Établissement permanent

En 1838, le bureau de Paspébiac communique avec ses supérieurs à Saint-Hélier à l'île Jersey pour leur dire qu'il est maintenant prêt à construire à Caraquet une bâtisse de 20' x 30' (6m x 10m), *to receive goods in the spring*. Le contrat de construction est accordé à Joseph Légère (1808-1884) de Caraquet³³. Ce monsieur Légère était fermier et charpentier en 1861³⁴.

Dans la même lettre, on fait justement mention d'installations déjà existantes à Caraquet, mais à un endroit différent, car il poursuit : « ...as the place is Capt. Briard as at present is too much out of the way and inadequate to the business he has to go through³⁵ ».

L'établissement à Caraquet est géré par un certain capitaine Briard et son centre d'opération est situé à un endroit pas tellement propice au commerce maritime. On peut croire que l'entreprise est florissante dans la région, puisque la firme y a attaché un agent permanent. Cet agent, capitaine Briard, remplaçait, en 1838, Tranquille Blanchard (1773-1840), agent de la compagnie depuis 1819³⁶.

Dans une lettre datée du 2 décembre 1822 écrite à Tranquille Blanchard à partir de Paspébiac, on demande à monsieur Blanchard de faire ériger en toute hâte une maison de 10' x 20' (3m x 6m) sur une terre ou propriété de la compagnie, laquelle on risquait de perdre avant la fin de l'année puisqu'elle n'avait pas encore été occupée³⁷.

Aucune autre information n'a été obtenue sur ces terrains. Par contre, nous saurons plus tard que les Robin possédaient des terres dans la région de Haut-Caraquet, aux environs de l'endroit où les Duval se seraient installés.

Enfin, si l'on se réfère à la lettre mentionnée plus tôt datée du 18 juin 1838, on y constate qu'un magasin de 40' x 75' (13m x 24m) sera construit durant l'hiver. L'autre édifice, une fois modifié, servira d'entrepôt pour le sel. Le projet de construction d'un quai mesurant 140' (123m) de long et

33. *Ibid.*, 18 juin 1838.

34. Recensement 1861, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick, p. 147.

35. Robin, Jones and Whitman Papers, *op. cit.*, 27 septembre 1819.

36. F. Thériault, *Les familles de Caraquet*, p. 54-55.

37. Robin, Jones and Whitman Papers, *op. cit.*, 27 septembre 1819 et 2 décembre 1822.

pointant en direction nord-ouest est abandonné jusqu'à nouvel ordre, poursuit-on toujours dans cette même lettre : « We have given up the idea of building a wharf (140 ft. in N. W. direction) until you sanction it³⁸. »

Les autres communications écrites retrouvées par après concernant Caraquet n'apparaissent qu'en juillet 1844. À nouveau, une lettre en provenance de Paspébiac à James Robin à l'île Jersey, contient l'information suivante : « I intend to go across Caraquet to see into the practibility of building a wharf there and if feasible make preparation for same. »

On n'abandonne donc pas l'idée de construire un quai à Caraquet et l'agent de Paspébiac veut lui-même se rendre sur place.

Dans cette même lettre, après avoir traversé à Caraquet, il déclare avoir décidé de construire le quai, « four cribs a distance of 235 ft. from the cliff to give seven ft. of low water³⁹ ». On apprend aussi que la nouvelle forge est désormais en opération à Caraquet.

Nous savons maintenant qu'il existe vers 1845, sur le domaine Robin, un magasin ayant les dimensions 40' x 75' (13m x 24m), un entrepôt de 20' x 37' (6m x 12m), une forge et un quai. Il est aussi possible que d'autres bâtiments aient été érigés sans qu'on le note dans la correspondance. On peut aussi rattacher à ce domaine les propriétés mentionnées dans les lettres du 2 décembre 1822 et du 18 juin 1838.

C'est à partir de cette période et ce vers 1875, que la firme Robin complète son expansion à Caraquet, car il semblerait qu'à cette époque, la plupart des bâtiments sont sur place.

Le domaine Robin

En réalité, c'est un véritable domaine que les Robin ont réussi à installer à la Pointe-à-Brideau, à Caraquet. Plus de vingt bâtiments comprenant : une maison; des bâtiments de service; des entrepôts pour le sel, le bois, le poisson, les agrès de pêche, la farine, la mélasse, l'huile et l'équipement de ferme; une cuisine; une menuiserie et une glacière.

Ces bâtiments sont construits sur un site merveilleux qui donne sur l'entrée du havre, en plus d'avoir une vue fantastique de l'île de Caraquet. Les Robin possédaient, semble-t-il, l'art de choisir des sites d'une incomparable beauté pour leurs établissements.

Le quai situé en direction nord-est était protégé par une anse naturelle formée par l'embouchure du Ruisseau-des-Chenard. Du côté sud de l'actuelle

38. *Ibid.*

39. *Ibid.*, 4 juillet 1844.

route 11, on pouvait voir le magasin de la compagnie ainsi que l'entrepôt à farine. Par ailleurs, ces deux édifices étaient toujours là en 1975⁴⁰.

La concurrence et ses effets

C'est vers 1850 qu'apparaissent à Caraquet les premières traces de concurrence solide pour les Robin. En effet, c'est à cette époque que les Young installent un peu plus à l'est un commerce du même genre que celui des Robin. Les Rive s'installèrent eux aussi à Caraquet par la suite.

Enfin, à la fin du 19^e siècle, au moins quatre entreprises différentes achetaient le poisson à Caraquet. Toutefois, cette situation n'empêcha pas les Robin d'y maintenir un monopole assez puissant tout au long du 19^e siècle.

Comme les Robin avaient fait de Caraquet leur centre d'exploitation pour toute la rive sud de la baie des Chaleurs, les établissements de commerce à l'extérieur pouvaient également les affecter. Les Fruing, par exemple, sont venus s'installer à l'île Lamèque à une époque assez tôt, puisant leur clientèle dans celle déjà établie par la Compagnie Charles Robin.

Par contre, cette concurrence ne semble répondre qu'à l'augmentation de la demande de poisson sur les marchés européens, puisque tout au long du 19^e siècle, les Robin demeurent incontestablement les maîtres de la baie des Chaleurs.

La fin d'un empire

Ce n'est qu'en 1885 que les premiers malaises surviennent pour la firme Robin à Caraquet. C'est en effet l'année de la banqueroute de la Jersey Bank dont nous avons parlé précédemment. Les entrepôts de la firme jersiaise ont donc fermé leurs portes à Caraquet pour une durée de trois mois. Il semble que malgré tout, la situation se serait vite rétablie et que la compagnie aurait repris rapidement le dessus dans cette affaire.

Même si la firme paraît s'en tirer à bon compte lors de la banqueroute de 1885, on se rend compte que c'est à partir de cette période, soit la fin du 19^e siècle, que le grand empire des tout-puissants Robin a atteint son apogée. En effet, à partir de cette époque, la succursale de Caraquet suivra l'évolution du quartier général de Paspébiac qui ne fera que décliner jusqu'à vers 1955.

La Première Guerre mondiale est perçue comme une époque de transition entre l'époque anglo-normande et l'arrivée des entrepreneurs de l'extérieur⁴¹.

40. Joseph Chenard, Interview, septembre 1975. Voir Annexe 1 pour un schéma du complexe de la compagnie à Caraquet.

41. Nicolas Landry, *Éléments d'histoire des pêches, la Péninsule acadienne du Nouveau-Brunswick 1890-1950*, p. 187.

Les Robin ont aussi de plus en plus de difficulté à maintenir leur monopole à partir des années 1900. Un bon nombre de pêcheurs ont réussi à se libérer des Robin, car les Fruing, les Rive et les Young sont maintenant à Caraquet. L'établissement des Fruing à Caraquet et celui de Lamèque seront cependant vendus à la Robin, Jones and Whitman pour la somme de 20 000 \$ en 1917⁴². Même avec la guerre et la crise, la Robin, Jones and Whitman tient encore debout et son arrêt de mort ne sera signé que quelques années plus tard.

En 1938, une compagnie américaine du nom de « Gorton-Pew » spécialisée dans l'apprêtage du poisson congelé annonce qu'elle construira une usine à Caraquet. À ses débuts, cette usine emploie plus d'une centaine de personnes qui travaillent avec des méthodes beaucoup plus modernes que celles utilisées par les Robin. Elle utilise des chalutiers et exploite les marchés de poissons congelés⁴³. La compagnie achète aussi le poisson de tous les pêcheurs désireux de le vendre et ce à un prix supérieur à celui payé par les Robin. Les pêcheurs reçoivent de l'argent comptant pour leurs prises de poisson.

La Robin, Jones and Whitman, succursale de Caraquet, fait face à un très grave problème. L'avenir s'oriente vers le filet de poisson congelé, alors qu'eux ne sont qu'au stade de la morue salée. Quoiqu'il existe encore des marchés pour ce genre de poisson, il faudra aller plus loin pour le vendre et cela à des prix inférieurs. En plus, la plupart des pêcheurs vendront désormais leur poisson à la Gorton-Pew. C'est un coup dont la compagnie ne se relèvera jamais. Même si elle continue à subsister jusqu'en 1958, c'est toujours en régressant que les affaires vont se poursuivre.

À cette époque, la compagnie est encore propriétaire d'une vingtaine de goélettes. Déjà, depuis 1945, on voit surgir de nouvelles figures au quai de Caraquet. En effet, les chalutiers diesels commencent à entrer en fonction et ils révolutionneront les méthodes de pêche beaucoup plus en dix ans que la Robin, Jones and Whitman a pu le faire en deux cents ans d'existence.

Quelques années plus tard, le gouvernement provincial, à travers son département des pêcheries, lance le programme de prêts destiné aux pêcheurs afin de leur permettre d'acheter des bateaux et de l'équipement de pêche. Maintenant, le pêcheur n'a plus besoin de dépendre d'une compagnie de qui il doit louer son bateau.

42. Donat Robichaud, « Les Fôrouines dans la Péninsule », *RHSHND*, vol. 32, n° 1 (2004), p. 109.

43. N. Landry, *Éléments d'histoire des pêches...*, *op. cit.*, p. 188.

La compagnie Robin doit maintenant se contenter d'acheter sa morue des petits pêcheurs côtiers et réduire de plus en plus le nombre de ses employés. En 1945, seulement une quarantaine d'employés sont au service des Robin, alors que ce nombre avait pu atteindre et même dépasser la centaine au début du siècle. Ce nombre était réduit à moins d'une quinzaine d'employés durant l'hiver⁴⁴. Réalité fort pénible pour ceux qui avaient mis sur pied cet empire.

En 1958, toutes les propriétés de la Robin, Jones and Whitman à Caraquet sont vendues. Le soleil se couchait à jamais sur un empire qui a marqué l'histoire et la population de Caraquet de bien des façons.

Activités des Robin

À Caraquet, les activités de la firme jersiaise se comparaient à ce qui se passait dans les autres centres, pour la simple et bonne raison que très peu de décisions se prenaient sur place. C'est en effet à Paspébiac et très souvent à Jersey que les décisions étaient prises dans la plupart des cas.

Il va sans dire que la base du commerce était le poisson, surtout la morue. Le système utilisé commençait par l'achat du poisson, en échange duquel il fallait donner de la marchandise solide aux pêcheurs.

Au début, avant que la compagnie ne possède des entrepôts à Caraquet, un agent longeait la côte pour acheter le poisson. Il transportait avec lui différents produits tels que de l'étoffe, des ustensiles, du cuir, etc. Le pêcheur devait par la suite se rendre directement chez les Robin, car il recevait pour son poisson une note de crédit échangeable seulement au magasin de la compagnie. Cependant, dans la plupart des cas, le pêcheur devait presque toute sa pêche aux Robin, car ceux-ci fournissaient à crédit la marchandise dont les pêcheurs avaient eu besoin durant l'hiver précédent. Au printemps, la firme avançait aux pêcheurs le sel ainsi que les différents agrès nécessaires à l'organisation d'une saison de pêche.

Lorsqu'elle fut un peu plus organisée, la compagnie construisit ses propres goélettes qu'elle louait aux pêcheurs. La dépendance du pêcheur vis-à-vis la compagnie devenait alors plus grande. En plus de l'endettement de l'hiver, le pêcheur devait payer un certain loyer pour son bateau⁴⁵.

Le pêcheur partait au printemps avec le bateau des Robin. Il ramenait sa pêche chez lui, car au début du présent siècle, les Robin n'achetaient que

44. J. Sewell, Interview, septembre 1975.

45. Certains vieux pêcheurs ont avancé le chiffre de 10 % de la pêche pour la location du bateau, mais ces chiffres seraient à vérifier.

la morue déjà sèche. On transportait donc le poisson à la maison où les femmes se chargeaient de le dépecer, le couper et le saler, pour ensuite le faire sécher sur des vigneaux près de la grève ou à côté de la maison.

Le processus de conservation avait été introduit par les Jersiais. L'équipage de la goélette, au nombre de 4 ou 5, devait suivre les étapes suivantes. Un piqueur éventre le poisson, un décolleur vide et étête, un trancheur enlève l'arête épinière et le saleur arrime (met en rangs serrés) et sale le poisson dans la cale du navire. Arrivé sur la terre ferme, le poisson était lavé puis égoutté pendant une journée. Ensuite, venait le séchage de la morue. On étend le poisson la peau en l'air sur des vigneaux recouverts de branches de sapin, ce qui permet une meilleure circulation de l'air. L'essorage complété, on retourne le poisson pour le faire déshydrater, le stériliser et le dorer. Chaque soir, on doit faire des petits tas pour les protéger de la rosée. Ce processus de séchage prenait quelques jours, car on veut que le poisson *soit raide comme un bardeau et dure comme des os*⁴⁶.

Au cours du 19^e siècle, plusieurs goélettes et autres navires accostaient au port de Caraquet afin de chercher ou de livrer de la marchandise pour les Robin. Par exemple, le 18 mai 1862, le schooner Bee, de New Carlisle, vient chercher de la morue sèche; le 2 juin 1862, le schooner Pilot, de Jersey, arrive avec du sel et d'autres marchandises pour les Robin. Il en est de même le 14 juin 1862 pour le brigantin Tobiah, de Bristol, qui apporte entre autres, du fer pour les Robin, ainsi que le schooner Hematope qui part avec une cargaison de morue sèche le 18 août 1862 pour Naples, en Italie. Enfin, les principales marchandises livrées à Caraquet sont du fer, de la farine et du sel⁴⁷.

Signe des temps, à partir du début du 20^e siècle, la firme se charge elle-même de sécher le poisson. Il semblerait que les femmes des pêcheurs, à force de protestation, auraient réussi à obtenir cette concession de la part de la compagnie. D'un autre côté, la compagnie en achetant le poisson de cette façon réalise des profits encore plus grands. Il est aussi plus facile de contrôler et de standardiser la qualité du poisson⁴⁸. Enfin, ce sont les femmes qui produisaient l'huile de foie de morue où des filles de 10 ans pouvaient être employées⁴⁹.

46. Francis Savoie, *L'Île de Lamèque : anecdotes, tours et légendes*, 2^e édition, 1981, p. 18-19.

47. Donat Robichaud, « Activités dans le port de Caraquet (1862-1863) », *RHSHND*, vol. 30, n° 1 (2002), p. 98-105.

48. J. Sewell, Interview, septembre 1975.

49. N. Landry et N. Lang, *Histoire de l'Acadie, op. cit.*, p. 154.

Le pêcheur devait régler ou balancer ses comptes deux fois par année. C'était ce que l'on appelait le « *settlement* ». Habituellement, le premier *settlement* s'effectuait à la fin juillet et si la pêche avait été bonne, par un léger profit pour le pêcheur, on avait donc cette somme sur le prochain règlement.

Cependant, le deuxième règlement s'effectuait à la fin de la saison de pêche, en octobre, à l'avantage de la compagnie Robin, Jones and Whitman. Cette période étant plus courte que la première et devant régler le prix des agrès de pêche et la location du bateau, le pêcheur y sortait déficitaire la plupart du temps. À cette époque de l'année, il fallait aussi acheter différentes marchandises nécessaires à l'habillement et à la préparation de la maison pour l'hiver. Lorsque la glace envahit les côtes, les bateaux sont halés près des maisons et laissés de côté pour l'hiver. Il arrive quand même que les pêcheurs aillent pêcher de l'éperlan et que d'autres partent pour les chantiers⁵⁰.

À son paroxysme, la flotte des Robin a pu atteindre une trentaine de goélettes au début du siècle⁵¹. Beaucoup d'autres pêcheurs, surtout des pêcheurs côtiers, pêchaient pour les Robin, mais avec leur propre embarcation. Ceux-ci étaient rejoints par des agents qui sillonnaient les côtes avec des chaloupes. Le nombre de ces petits pêcheurs dépassait la centaine et ces derniers demeuraient entre Grande-Anse et Shippagan. Cependant, la flotte fut réduite considérablement car, en 1933, il ne restait plus qu'une dizaine ou une quinzaine de goélettes appartenant aux Robin⁵².

En 1945, seulement cinq ou six de ces goélettes avaient subsisté⁵³. L'hiver, l'activité était intense à l'entrepôt où les Robin préparaient leur poisson. Dès son arrivée, le poisson qui avait déjà été ouvert et salé dans le bateau, était désossé et mis dans des solutions de saumure dans l'un des entrepôts. Il semble que l'on se servait de barils très bas (environ trois pieds de profondeur par six pieds de diamètre) pour effectuer cette opération. Après quelques jours de trempage dans cette solution, il fallait le faire sécher sur les vigneaux à l'extérieur.

Dans les années 1940, les barils contenant la solution saline furent remplacés par d'immenses bassins de béton. À noter que c'est le *Rigging Loft* qui servait à cette opération.

50. Jean Chaussade, « La pêche et les pêcheurs acadiens vus par *L'Évangéline* », dans *L'Évangéline 1887-1982 : entre l'élite et le peuple*, sous la direction de Gérard Beaulieu, p. 234-235.

51. Jack LeBreton, Interview, juillet 1975.

52. Walter LeGrand, Interview, juillet 1975.

53. J. Sewell, Interview, septembre 1975.

Après le séchage complété, on classait la morue en trois différentes échelles de qualité et on procédait à l'opération du *tubage*. *Tuber* la morue consistait à entasser dans un *boucaut* ou une cuve de quatre quintaux (un quintal équivaut à 112 livres (55 kilogrammes), donc quatre quintaux à 448 livres ou 220 kilogrammes)⁵⁴. Il fallait donc comprimer le plus possible cette morue à l'aide d'une presse métallique fonctionnant à vis. Pour commencer, un homme se plaçait dans la cuve et plaçait les morues au fond chair en l'air, puis le reste chair en bas. Lorsque la cuve était pleine, on pressait avec la presse à morue jusqu'aux trois quarts, puis on remplissait à nouveau jusqu'à un pied (30 cm) par-dessus. Après l'avoir presser une seconde fois, on fermait la cuve et elle était prête pour l'expédition⁵⁵.

Ce poisson était acheminé par bateau jusqu'à Paspébiac. De là, on l'expédiait sur les différents marchés internationaux. Au 19^e siècle, les marchés se concentraient surtout autour de la vieille Europe, soit l'Angleterre, la France, l'Italie et surtout l'Espagne. Par après, les relations s'étant améliorées entre l'Angleterre et les États-Unis, de nouveaux marchés s'ouvrirent aux États-Unis et en Amérique du Sud.

Avant 1861, on peut retracer la présence de personnes travaillant pour la Compagnie Charles Robin. François LeGresley, jersiais, arrive à Caraquet vers 1820 comme apprenti de la compagnie. Il travaille pour la compagnie jusqu'à son mariage à une Acadienne en 1827⁵⁶. Vers 1836, Charles Delagarde arrive de l'île Jersey en qualité de commis des Robin et décède vers 1856⁵⁷. À Miscou, John Marks, d'origine écossaise, est pêcheur pour les Robin et en 1848-1849, il paie sa marchandise auprès des Robin avec du bois de construction, du fer et du cuivre recouvert d'un naufrage⁵⁸. Il y a aussi John Du Feu, jersiais et forgeron, employé en 1854 pour la compagnie Robin. Toutefois, ce Du Feu est parti assez tôt, car il ne voulait pas passer un autre hiver au Canada⁵⁹.

54. Alexandrine Beaudoin, « Au fil de mes souvenirs, la pêche c'était tout un métier », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 20, n° 2 (1982), p. 33.

55. Donat Robichaud, « Les Fôrouines dans la Péninsule », *RHSHND*, vol. 32, n° 1 (2004), p. 80.

56. Gustave LeGresley, « François LeGresley (1805-1878) », *RHSHND*, vol. 11, n° 3 (1983), p. 50-51.

57. Gérard A. Gautreau, « Charles Delagarde (1852-1917) », *RHSHND*, vol. 15, n° 1 (1987), p. 17.

58. Éloi DeGrâce, « John Marks (1791-1873) », *RHSHND*, vol. 12, n° 3 (1984), p. 42.

59. Donat Robichaud, « Dufeu, Pierre (1851-1923) », *RHSHND*, vol. 30, n° 2 (2002), p. 29.

Si l'on regarde dans le recensement de 1861, on remarque qu'il y avait à Caraquet, à cette époque, plus de 24 personnes originaires de l'île Jersey. Sur ce nombre, une quinzaine travaillaient pour les Robin.

Tableau des résidents de la maison Robin à Caraquet⁶⁰

NOM	ÂGE	RELIGION	FONCTION
1. Daniel Orange	27	Church of England	Marchand
2. F.E. Deveuille	17	Church of England	Commis
3. E.P. Mauger	20	Church of England	Commis
4. Thomas Cabot	30	Church of England	Forgeron
5. John LeBourgnon	22	Church of England	Forgeron
6. Hubert Morris	17	Church of England	Cuisinier
7. Édouard Hubert	22	Church of England	Fermier

Voilà la liste des personnes d'origine jersiaise qui demeuraient dans la résidence de la compagnie en 1861. Il semble que Daniel Orange soit le grand agent de la firme. Deux commis l'assistaient dans ses fonctions au magasin. En plus, on y retrouvait deux forgerons, un cuisinier, un fermier et un laboureur.

Il y avait cependant d'autres Jersiais à Caraquet à l'époque, lesquels n'apparaissent pas comme des employés de la Compagnie Charles Robin.

TABLEAU DES PERSONNES D'ORIGINE JERSIAISE À CARAQUET EN 1861

NOM	ÂGE	RELIGION	FONCTION
1. Amis Duval	46	Church of England	Joiner
2. John Duval	21	Church of England	Joiner
3. Jean Pain	48	Church of England	Joiner
4. Philippe LeGrand	23	Church of England	Joiner
5. Philippe Duval	21	Church of England	Joiner
6. Philippe Duval	24	Church of England	Joiner
7. George Pitman	21	Church of England	Plaster
8. John Joseph Duval	20	Church of England	Plaster

60. Recensement 1861, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

NOM	ÂGE	RELIGION	FONCTION
9. Philip Monet	30	Church of England	Cook
10. William Egre	27	Presbyterian	Forgeron

Il est très intéressant de noter que cette équipe jersiaise n'est pas au service des Robin. Comme nous le savons, la finition intérieure de l'église a été exécutée par les Duval. Étant donné le métier de chacun de ces hommes et la date de construction de l'église paroissiale (1857-1860), il est facile de constater que c'est cette équipe qui fut chargée de faire ce travail.

Une autre famille jersiaise apparaît aussi dans ce recensement; il s'agit de la famille de William Egre, né en 1834 à l'île Jersey. Installé à Caraquet avec sa famille, il est forgeron de métier. Il ne travaille probablement pas pour les Robin, car ils ont déjà deux forgerons à leur service.

Le recensement de 1871, pour sa part, nous transmet sensiblement les mêmes données⁶¹. C'est maintenant Frederick Duval qui a remplacé Daniel Orange à la tête des Robin. Il possède à peu près le même nombre de personnes rattachées à son service qu'en 1861. De plus, il est fort probable que ce John Pieve a remplacé John Picot ou qu'il soit Picot lui-même. John Picot, jersiais, était venu à Caraquet comme apprenti forgeron vers 1863. Ce n'est qu'en 1871 qu'il épouse la sœur de Louis Mailloux (mort en 1875) et abjure la foi protestante⁶².

TABLEAU DES RÉSIDANTS DE LA MAISON ROBIN À CARAQUET EN 1871

NOM	ÂGE	RELIGION	FONCTION
1. Frederick Duval	25	Church of England	Marchand
2. Alfred A. Amy	19	Church of England	Book Keeper
3. Hubert Weary	16	Church of England	Commis
4. John Delaperell	32	Church of England	Charpentier
5. John Pieve	23	Church of England	Forgeron
6. Wile Sheppard	17	Church of England	Cuisinier
7. Wile Young	24	Church of England	Fermier

61. Recensement 1871, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

62. Charles Picot, « John Picot (1849-1912) », *RHSHND*, vol. 12, n° 3 (1984), p. 51.

Cependant, l'équipe de plâtriers des Duval n'y est plus et une seule personne, soit Philippe Duval, est installée à Caraquet avec sa famille. Il appert que Philippe se serait marié au Canada, puisque sa femme et ses enfants sont natifs du Nouveau-Brunswick. Son frère John demeure avec eux. En ce qui concerne William Egre, on le retrouve toujours à Caraquet.

TABLEAU DES HABITANTS D'ORIGINE JERSIAISE À CARAQUET EN 1871

NOM	ÂGE	RELIGION	FONCTION
1. William Egre	37	Church of England	Forgeron
2. Vitaline Egre ⁶³	38	Church of England	Épouse de W. Egre
3. Philip Duval	31	Méthodiste	Peintre
4. Susan Duval ⁶⁴	24	Méthodiste	Épouse de P. Duval
5. John Duval	21	Méthodiste	Peintre

Dans son temps fort, la firme pouvait employer plus d'une centaine de personnes à ses entrepôts. Ces personnes étaient affectées à différentes tâches comme le séchage, le salage et l'emballage du poisson, la réparation et la fabrication de bateaux, car il semble que Caraquet était reconnu pour la qualité de ses bateaux. La plupart des bateaux de la firme Robin, autour de la baie de Chaleurs, étaient construits à Caraquet.

Cet effectif était habituellement gardé jusqu'à Noël; après, seulement une vingtaine d'employés y travaillaient, c'est-à-dire deux préposés à la construction et à la réparation des différents bâtiments, le forgeron, les expéditeurs, etc. Au printemps, le travail ne reprenait que lorsque les navires arrivaient de Paspébiac chargés de sel. Il fallait donc remplir les deux entrepôts destinés à cette fin.

EXEMPLE DE PÊCHEURS

Au niveau des employés, en ce qui concerne les pêcheurs, les équipages étaient souvent de types familiaux. L'équipage peut être formé d'un père avec ses fils, ses frères ou des oncles et cousins⁶⁵. Pour ce qui est du travail manuel, il se faisait par la main-d'œuvre locale.

63. Elle est née au Nouveau-Brunswick.

64. Elle est née au Nouveau-Brunswick.

65. Nicolas Landry, *Les pêches dans la Péninsule acadienne 1850-1900*, p. 45.

Au début du 19^e siècle, Sébastien Paulin était propriétaire de sa goélette, *L'Espérance*, et pêchait la morue. En 1828, il déclare avoir pêché 330 quintaux de morues. Son équipage était composé de son frère Alexis, François D'Assise Paulin, Michel Lanteigne et Pierre Parisé⁶⁶.

Lorsque Tranquille Blanchard était gérant de la compagnie Robin à Caraquet, on a identifié 206 pêcheurs lui ayant vendu de la morue, dont William (Guillaume) Chenard (1776-1853) qui vend 205.5 quintaux, Béloni Chiasson (1776-1854) qui vend 419.8 quintaux et Édouard LeBouthillier (il s'agit sûrement du père, 1783-1850) qui vend 636.6 quintaux⁶⁷.

En 1914, lors d'une tempête, la goélette *R.J.W.* (bâtie en 1911) de la compagnie Robin, Jones and Whitman fait naufrage et périssent en mer quatre hommes ayant tous des liens familiaux, à savoir : Prospère Albert, ses deux fils Martin et Jean-Baptiste ainsi qu'Olivier Paulin⁶⁸.

Les Robin au Village Historique Acadien

Le bâtiment

Le bâtiment transporté au Village Historique Acadien et qui fut l'un des hangars de la Robin, Jones and Whitman, à Caraquet, était appelé le « *Rigging Loft* » par les habitués. Le dictionnaire nous donne « grenier » comme appellation française du terme *loft*. En effet, on employait l'étage des combles du hangar pour y entasser de l'équipement de pêche durant l'hiver. L'étage inférieur, soit celui au niveau du sol, était utilisé pour saler et *tuber* la morue.

Il nous a été impossible de trouver la date précise de construction du *Rigging Loft*. Nous savons toutefois qu'il n'est probablement pas encore construit en 1844⁶⁹. À l'époque, le bâtiment principal du complexe est un entrepôt de 20' x 37' (6m x 12m) construit en 1838.

Vers 1875, tous les bâtiments principaux de la compagnie étaient construits. Notre hangar est plus jeune que l'édifice de la Boîte-Théâtre, car sa structure est écharpée à la hache et ses poutres sont retenues ensemble par des chevilles de bois, alors que la structure de la Boîte-Théâtre est sciée et

66. F. Thériault, *Les familles de Caraquet*, op. cit., p. 393-394.

67. Nicolas Landry, « L'âge d'or de la pêche à la morue à Caraquet, 1874-1900 », op. cit., p. 90.

68. Amédée Lanteigne, « La Mary Jane et la Mary Josephine, capitaines et goélettes », *RHSHND*, vol. 22, n° 2 (1994), p. 106-107.

69. Robin, Jones and Whitman Papers, op. cit., 4 juillet 1844.

rattachée avec des chevilles en métal. Cette structure, celle de la Boîte-Théâtre, est une plus grosse version du hangar du Village Historique Acadien et était nommé la *C R C.* (en anglais) par les habitants de la région. Si l'on tient compte du fait que la Compagnie Charles Robin est en pleine expansion, nous avançons vers 1855 comme la date de la construction du hangar.

Le hangar que l'on retrouve donc au Village Historique Acadien mesure 25' – 1½ sur 40' – 1½ (8m x 13m). On y entre par deux portes cloutées, une double au mur ouest et une simple à l'est. Le plancher est en planches à languettes amovibles de deux pouces d'épaisseur chevillées à des soles grossièrement équarrées à la hache. Le toit est recouvert de bardeaux de cèdre faits à la main et les deux bouts du bâtiment sont percés par huit fenêtres. Il fallait de l'éclairage lorsque les hommes travaillaient à l'intérieur. Ils laissaient aussi les portes grandes ouvertes⁷⁰.

L'Ameublement

L'édifice est meublé en fonction de ses occupations ultérieures. Au premier étage, on y a installé une dizaine de barils de quatre quintaux (*boucauts* ou cuves). On y retrouve aussi une presse à morue, une balance à peser, un comptoir où l'on présente divers articles liés à la pêche, notamment des peaux d'anguilles séchées pour faire des lacets, des bouées de bois, des poings de signe, un *jigueux* à morue et son moule, de l'étoupe pour calfeutrer les bateaux, un carrelet, une mesure à mollusques ainsi que différentes espèces et des poulies. De plus, les interprètes présents au hangar font des démonstrations de fabrication de corde et de filets.

Au premier étage, on peut retrouver une meule, des *fouines* à morue et à anguilles, des crochets, une fourche à morue, une ligne dormante, une *trôle* sur un piano pour pêcher la morue, une boîte de sel pour l'entreposage lors d'expéditions de pêche de plusieurs jours, des romaines et des vêtements de pêcheur.

Concernant l'étage supérieur, on y retrouve deux anciennes embarcations ainsi que d'autres barils de morues. On y retrouve des poulies, des ancres et des outils pour aller chercher de la glace.

À l'extérieur, des vigneaux à morue sont disposés autour du hangar, sur lesquels on déposait le poisson pour le séchage. On peut voir aussi un *steam-box*, c'est-à-dire une boîte à vapeur, utilisé dans la fabrication de navires, un aboiteau et un petit quai. Aussi, dans les débuts du Village Historique Acadien, une goélette a été construite et exposée à l'extérieur du hangar.

70. Jacques Boucher, *Les éléments du VHA, l'architecture est l'écriture d'une civilisation*, manuscrit, p. 36 et 40

Présentation

Il est dans les habitudes du Village Historique Acadien de présenter à chaque complexe une démonstration d'activités de l'époque ayant un rapport direct avec ce que veut représenter le dit complexe.

L'activité au complexe du pêcheur devra être axée sur le hangar Robin. Aux débuts du Village, à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur, on effectue une démonstration des différents procédés de l'apprêtage du poisson. Malheureusement, à cause de la chute des stocks de morue et le contrôle sur cette pêche, le séchage sur les vigneaux n'est plus possible.

Une activité a été développée; il s'agit de la visite du patron Robin au hangar. Le patron, en visite au Canada, rencontre le gérant de l'établissement de Caraquet et discute avec lui. Puis, ils se font interrompre par des pêcheurs mécontents de leur sort.

Conclusion

La venue de la puissante firme jersiaise a marqué profondément la vie des gens de Caraquet sous tous ses aspects. Les personnes plus âgées à Caraquet, même si l'entreprise a disparu depuis quelques années, se souviennent des Robin. Leur influence se trouvait dans tous les secteurs que ce soit l'économie, la politique, le commerce, la religion et l'éducation.

Comme nous venons de le voir, le Village Historique Acadien tente d'expliquer aux visiteurs l'influence et l'importance de cette compagnie pour la population acadienne. C'est par des objets, un complexe historique et une interprétation de qualité que nous arrivons à cette fin.

Annexe 1

Liste des différents bâtiments installés sur le complexe Robin, Jones and Whitman à Caraquet avec carte

- | | |
|-------------------------------|---|
| 1. Magasin | 12. Puits |
| 2. Entrepôt à farine | 13. C.R.C. 1 |
| 3. Entrepôt à mélasse | 14. C.R.C. 2 |
| 4. Boucherie et glacière | 15. Remise à bois |
| 5. Entrepôt à châssis doubles | 16. Entrepôt pour morue salée |
| 6. Cuisine | 17. Rigging Loft (hangar du Village Historique Acadien) |
| 7. Entrepôt à wagon | 18. Huillère |
| 8. Maison de la compagnie | 19. Charpenterie (1 ^{ère} maison) |
| 9. Grange | 20. Entrepôt à sel |
| 10. Grange | 21. Entrepôt à sel |
| 11. Forge | |



Bibliographie

A) Manuscrits

- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. Journal of Charles Robin, 1767-1787, 1961.
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. Robin, Jones and Whitman Papers, Paspébiac, 1790-1858, microfilms C-903 et C-904. Information : Donat Robichaud.
- BOUCHER, Jacques. *Les éléments du VHA, l'architecture est l'écriture d'une civilisation*, Bathurst, 1978, 170 p.
- LEGRESLEY, Gustave. *Note sur l'île Jersey*, manuscrit, 1968.
- RECENSEMENT 1861, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick.
- RECENSEMENT 1871, comté de Gloucester, Nouveau-Brunswick.

B) Interview

- CHENARD, Joseph, septembre 1975, Caraquet, N.-B.
- LANTEIGNE, J., septembre 1975, Bas-Caraquet, N.-B.
- LEBRETON, Jack, juillet 1975, New Carlisle, P.Q.
- LEGRAND, Walter, juillet 1975, New Carlisle, P.Q.
- LEGROS, Arthur, juillet 1975, Paspébiac, P.Q.
- LEMOIGNAN, Michel, juillet 1975, Gaspé, P.Q.
- ROBICHAUD, Donat, octobre 1975, Beresford, N.-B.
- SEWELL, J., septembre 1975, Caraquet, N.-B.

C) Ouvrages et articles

- AUTEUR INCONNU. « Le fondateur de Caraquet », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 1, n° 1 (janvier-juin 1970)
- AUTEUR INCONNU. « Jersey Pioneer of the Gaspé Coast », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 9, n° 4 (1971), p. 406-410.
- BEAUDOIN, Alexandrine. « Au fil de mes souvenirs, la pêche c'était tout un métier », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 20, n° 2 (1982), p. 29-35.
- BOURDAGES, M.C. « Morin, dernier capitaine de goélette en Gaspésie », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 6, n° 4 (1968), p. 149-157.
- CHAUSSADE, Jean. « La pêche et les pêcheurs acadiens vus par *L'Évangéline* au début du siècle, 1900-1930 » dans *L'Évangéline 1887-1982 : entre l'élite et le peuple*, sous la direction de Gérard Beaulieu, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 229-260.
- DEGRÂCE, Éloi. « John Marks (1791-1873) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 12, n° 3 (1984), p. 42.

- GAUTREAU, Gérard A. « Charles Delagarde (1852-1917) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 15, n° 1 (1987), p. 17-19.
- HAINES, Cédric. « L'établissement acadien au Nord-Est 1755-1826; l'économie du nord-est du N.-B. les Acadiens et la pêche », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 9, n° 2 (1981), p. 3-33.
- LANDRY, Nicolas. *Éléments d'histoire des pêches, la Péninsule acadienne du Nouveau-Brunswick 1890-1950*, Septentrion, Sillery, 2005, 308 p.
- LANDRY, Nicolas. *Les pêches dans la Péninsule acadienne 1850-1900*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1994, 192 p.
- LANDRY, Nicolas et Nicole Lang. *Histoire de l'Acadie*, Septentrion, Sillery, 2001, 335 p.
- LANDRY, Nicolas. « L'âge d'or de la pêche à la morue à Caraquet, 1874-1900 », dans *Économie et société en Acadie 1850-1950*, sous la direction de Jacques-Paul Couturier et Phyllis LeBlanc, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 79-95.
- LANTEIGNE, Amédée. « La Mary Jane et la Mary Joséphine, capitaines et goélettes », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 22, n° 2 (1994), p. 103-112.
- LAUVRIÈRE, Émile. *La tragédie d'un peuple*, Paris, 1924.
- LEGROS, Arthur. « Charles Robin on the Gaspé Coast », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, vol. 2, n° 1 (janvier-mars 1964), p. 33-43 et vol. 4, n° 2, p. 87-93.
- LÉGER, J.M. « Les Robin; maîtres-pêcheurs », *L'Évangéline*, édition du 13 juillet 1966.
- LEGRESLEY, Gustave « François LeGresley (1805-1878) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 11, n° 3 (1983), p. 50-51.
- PICOT, Charles. « John Picot (1849-1912) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 12, n° 3 (1984), p. 51.
- ROBICHAUD, Donat. « Activités dans le port de Caraquet (1862-1863) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 30, n° 1 (2002), p. 98-105.
- ROBICHAUD, Donat. *Le Grand Chippagan*, 1976, 454 p.
- ROBICHAUD, Donat. « Les Fôrouines dans la Péninsule », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 32, n° 1 (2004), p. 51-109.
- ROBICHAUD, Donat. « Dufeu, Pierre (1851-1923) », *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. 30, n° 2 (2002), p. 29-30.
- SAVOIE, Francis. *L'Île de Lamèque : anecdotes, tours et légendes*, 2^e édition, Moncton, Éditions d'Acadie, 1981, 93 p.
- THÉRIAULT, Fidèle. *Les familles de Caraquet : dictionnaire généalogie*, 1985, 493 p.
-

Nova Scotia Education Acts, 1758-1865: Implications for Eighteenth & Nineteenth Century Acadians in Eastern Nova Scotia

Brad Sweet

Introduction

Following the Acadian Deportation of 1755 to 1763, the British and successor governments in Nova Scotia enacted legislation that had varying degrees of impact on the Acadian population of the province. This article will address the laws themselves that were passed and which influenced the life of the Acadians in Nova Scotia. The laws of Nova Scotia from 1758 to 1865 are analyzed in this article to provide a background to the legal discrimination that was to become endemic in Nova Scotia society, that was created on the ruins of the former French colony. It was only during the period between 1841 and 1864 that legislation was enacted that would provide a short respite in which a public education system for the French-speaking Acadian people of the colony existed.¹ With these twenty three years of official approval and through their own efforts in taking advantage of public funding, by the end of the 1840s “...la plupart des principales localités acadiennes possédaient une école élémentaire publique qui était fréquentée plus ou moins régulièrement par une vingtaine d’élèves...”²

Problem Postulation

In British North America, there were few societies as persecuted as that of the Acadians following the Deportation of 1755 to 1763. Their new

-
1. B. Sweet, *For a Space to Teach: Acadian Teachers in Public Schools in Eastern Nova Scotia, 1811-1864*, unpublished PhD thesis (Pretoria: University of South Africa, 2006).
 2. S. Ross, *Les écoles acadiennes en Nouvelle-Écosse, 1758-2000* (Moncton: Centre d’études acadiennes, Université de Moncton, 2001), p. 39.

communities in Nova Scotia were scattered from one end of the province to the other with larger congregations in south-west Nova Scotia and in Cape Breton around Chéticamp and Isle Madame. While there was a slow integration into Nova Scotia society, this was greatly delayed by the linguistic divide between themselves and the larger English language society. One of the key elements in this isolation was the system of education with was created from 1758 for the benefit of the English-speaking Protestant majority population. The Acadians, French speaking and Catholic were increasingly isolated and depended on their own resources within the existing legal framework of the colonial education system.

However, the problematic here is just what were the Education Acts and the legal documents that created this situation for the Acadians at such an early stage in public education in Nova Scotia? What did the individual acts contain that continued the prejudices? At what point was the situation ameliorated and did it in fact have any affect on the scattered Acadian populations in Nova Scotia? Was the creation of a unilingual education system for Nova Scotia in fact a catalyst for the survival of the Acadians in Nova Scotia?

Research Approach and Methodology

The complexity of the Acadian historical situation as illustrated by Griffiths³ and Thériault,⁴ necessitates the use of two approaches when discussing education legislation in Nova Scotia. The two approaches have been undertaken in this article; chronological and elements of a quantitative approach.

Chronology is necessary to present the occurrences in a logical sequence.⁵ Since many of the social and linguistic problems for the Acadian

3. N.E.S. Griffiths, *The Contexts of Acadian History, 1686-1784* (Montréal: McGill-Queen's University Press, 1992).

4. L. Thériault, "L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique" in J. Daigle, ed., *L'Acadie des Maritimes: études thématiques des débuts à nos jours* (Moncton: Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993), p. 45-91.

5. G.S.J. Garraghan, *A Guide to Historical Method* (New York: Forham University Press, 1940), p. 342.

community today⁶ seem in direct relation to the sequence of events in nineteenth century, it is therefore deemed necessary to present the evidence in a rational, chronological order.

The historical research method employed in this paper provides for a clear understanding of the relationship between the historical events that are analyzed in the sections that follow. Quoting John C. Almack, Garraghan⁷ states that a scientific method is a mode of applying logical principles to the discovery, confirmation and elucidation of truth. The application of the historical method which does make use of logical principles incorporated into its equally logical steps should bring the discovery of the truth among the varied facts as proposed in the problem postulation. According to Garraghan⁸ there are three parts pertaining to the historical method in research. These are: heuristics (self teaching), criticisms, and synthesis which are incorporated by Létourneau⁹ and Venter and Van Heerden¹⁰ when engaging in historical-educational research so as to avoid a superficial inquiry: Létourneau illustrates that a methodology must

...répondre aux questions suivantes: comment m'y prendre, quels moyens, quelle stratégie utiliser pour vérifier l'hypothèse énoncée à l'origine de ma recherche? Quel est le meilleur moyen de faire avancer le débat dans ce domaine précis de recherche? Comment contourner les problèmes particuliers posés par l'étude de mon sujet?¹¹

Historians can increase or further limit their presentation of findings through a number of one of the following approaches. These approaches may fall into one of the general historical philosophies¹² but these being too

-
6. Studies by Landry and Allard and Landry and Magord reveal problems in Acadian society where there are attempts to retain a unilingual school system in a minority setting. Comparisons with other Atlantic provinces has illustrated similar conflicts within the Acadian societies (compare Landry & Allard 2000, Landry & Allard 1994, Landry & Magord 1992).
 7. G.S.J. Garraghan, *A Guide to Historical Method* (New York: Forham University Press, 1940), p. 34.
 8. *Ibid.*
 9. J. Létourneau, *Le coffre à outils du chercheur débutant: guide d'initiation au travail intellectuel* (Toronto: Oxford University Press, 1989), p. 173-176.
 10. I.S.J. Venter & S.M. Van Heerden, *The Grounding of History of Education* (Pretoria: Euro Publications, 1989), p. 112.
 11. J. Létourneau, *Le coffre à outils...*, *op. cit.*, p. 176-177.
 12. C.V. Good & D.E. Scates, *Methods of Research: Educational, Psychological, Sociological* (New York: Appelton-Century-Crofts, 1954), p. 214.

ambiguous, it is better to further refine these into schools of historical interpretation.¹³ These schools, according to Good and Scates¹⁴ include biographical, idealistic or spiritual, economic, geographical, sociological, scientific and pluralistic or collective psychological theories. This article will fall into a collective psychological theory with elements of economic and geographic theories due to the nature of the region and history of the Acadian people.

Limits to the field of Study

The field of study in this article is limited to the time period of 1811 to 1865, the period in which the Nova Scotia education system was implemented and in which the Acadian population had to come to terms with the reality of education in a unilingual education system created for the majority population in the province. The education acts themselves are here presented in chronological order with comments and analysis to provide the background necessary and the presentation of current findings related to the problematic presented above. For the Acadian people of Nova Scotia, these acts and their implementation were vital to their cultural and linguistic survival.

① Education Acts, 1758-1811

Midway through the Acadian Deportation of 1755 to 1763, the military government of Halifax proclaimed “An act for the establishment of religious public Worship in the Province, and for suppressing Popery.”¹⁵ While this piece of legislation was not explicitly written as a purely “education act,” it did contain elements that would affect the children being taught in the colony. It was the wish of the colonial administrators of Nova Scotia to create a “Little England” from the territory they had taken from the French through means of legislation, immigration and religion. The experiment was bound to fail as immigration of Scottish and Irish Catholics increased during the nineteenth century and the returned Acadians made for a multi-ethnic state. This phenomenon of ethnic population removals has been studied by Stevens¹⁶ in his work *Linguistic Minorities in Western Europe*. This European tactic of population elimination and relocation was used during the

13. *Ibid.*, p. 215.

14. *Ibid.*, p. 215-216.

15. Nova Scotia (NS), *An Act for the Establishment of Religious Public Worship in this Province, and for Suppressing Popery* (Halifax: His Majesty's Printer, 1758), p. 5.

16. M. Stevens, *Linguistic Minorities in Western Europe* (Llandysul: Gomer Press, 1976).

1755-1763 deportation of the Acadians¹⁷ and later to assimilate the Acadian minority following their return to Nova Scotia¹⁸ through the use of legislation.

During this “English” period, education legislation would continue this anti-catholic and anti-French discourse but would also begin a slow process of acceptance of Catholics as the immigrant population of Catholic Scots and Irish increased. This would benefit Acadians after their return and those with pretensions of becoming Acadian teachers in school settings. It was unlikely that formal schools were established in most English language communities, let alone Acadian villages before the second decade of the nineteenth century.¹⁹ And as demonstrated by Sweet²⁰ in his work *Réfractaire and Mission Priests in Post-Deportation Acadian Education in Eastern Nova Scotia, 1792-1840*, it was the early work of the priests in the Acadian communities that began informal, religious based education with the parish priests being the first instructors.²¹ These religious schools when in operation were private in nature until financially supported by the province mid-century. Of note when reading the original acts of the Nova Scotia legislature, is the fact that the early legislation, though brief, was often sweeping in its extent over the population. The act of 1758, as stated above, is short on words, but dictated life in two broad areas of the lives of the population: teaching and religion.

“An act for the establishment of religious public worship in this province, and for suppressing Popery” of 1758 was the first piece of legislation related directly to teaching in Nova Scotia. In passing this act by order-in-council under Governor Charles Lawrence, the military government of Nova Scotia established the Church of England as the official religion of the colony in reflection of, and in an attempt to, re-create English society in Nova Scotia and destroying the power of the Catholic Church in the region

17. N.E.S. Griffiths, *The Acadian Deportation: Deliberate Perfidy or Cruel Necessity* (Toronto: Copp Clark Publishing, 1969), p. 88-104.

18. S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 45.

19. *Ibid.*, p. 16.

20. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests in Post-Deportation Acadian Education in Eastern Nova Scotia, 1792-1840*, unpublished MA thesis (Québec: Université Laval, 1999).

21. B. Sweet, “Father François Lejamtel: Ecclesiastical Education at Arichat, 1792-1819,” *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 31, Nos. 3 & 4 (2000), p. 175-194.

which was still dominated by French-speaking Catholic settlers and the Mi'kmaq population. Religious tolerance was, however, extended to dissenting Protestants who were not expected to provide financially for the Established Church. With this act came the acceptance to a limited degree of a pluralistic society, which would continue, with the arrival of new settlers to Nova Scotia. It did not, however, herald the tolerance needed to permit the Catholic population of the colony to begin establishing itself politically or socially at this early stage. In its attempt to clear the colony of Catholicism, Catholic priests who were still resident in the province were to leave before 25 March 1759 "on pain of perpetual imprisonment."²² This ruling alone would affect not just the Acadians, but also the Mi'kmaq and Maliseet peoples of the region who had converted to Catholicism under the French. Further, as in England two centuries before, the new law provided that

...any person, who shall knowingly harbour, relieve, conceal, or entertain any such clergyman of the popish religion, or popish priest, or persons exercising the function of a popish priest, shall forfeit fifty pounds, one moiety to His Majesty for the support of the government in this province, and the other moiety to the informer, and shall be also adjudged to be set in the pillory, and to find sureties for his good behaviour at the discretion of the court.²³

Section IV would remain enforceable for 23 years after the return of many of the Acadians to Nova Scotia and Cape Breton Island and the penalties would also be enforced should the known Catholic priests, residing in Nova Scotia for the support of the Mi'kmaq, be found to be benefactors of the Catholic Acadians. For those who returned after 1763, it meant settling far from the English²⁴ and close to the Mi'kmaq to receive the assistance of a missionary priest.²⁵

In 1766, a first concerted effort was initiated to provide a basic level of public teaching in the province to English-speaking Protestant settlers. By the "Act concerning schools and schoolmasters"²⁶ the colonial administration recognized the need of having the children of the colony taught the basics of language and morals. The government would be careful to select the teachers

22. NS 1758: p. 5[3].

23. NS 1758: 5 [4].

24. N. Boucher, "L'Émigration et les Acadiens: le cas des Acadiens du Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse," *Revue de l'Université Sainte-Anne*, Vol. 1, No. 1 (1985), p. 7-23.

25. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests...*, *op. cit.*, p. 3.

26. NS 1766: 7.

that it felt would provide indoctrination of Protestant religious principles as well as rudimentary subjects necessary for carrying on the commerce and life of the new colony. Of note was who could license a teacher: "...he shall have first been examined by the minister of such town wherein he proposes to keep such grammar school."²⁷ Two very important ideas must be taken from this simple paragraph. The first was the idea that there were already people in the communities who had set up schools, most likely in homes. These appear to have been local institutions with local teachers, more than likely a literate member of the community or an itinerant teacher.²⁸ These early teachers would not have been licensed by any governing body but simply formed small classes of local village children, a development quite frequent in the period.²⁹ The outside examiner of the children for their subject examinations and the issuer of a teaching permit to the teacher was the local English-speaking minister of the Protestant church, a situation difficult for the Catholic population of French-speaking Acadians.

Secondly, the selection quoted above reflected the era in which it was the minister in the community who, as leader in the community due as much to his religious position as his education, judged the moral standing of the members. Teachers were seen as role models and therefore had influence over the thinking and moral progress of the children in their care. Since the communities were small and all inhabitants were required to be members of an Anglican parish or dissenting congregation, it was reasonably easy to make judgments based on the knowledge held by the local minister of the character of individuals. The minister was seen as a final arbiter within the communities and was used by the government as agent in its need for verification of suitable teachers to sustain the civil society based on English traditions and culture.

A prospective teacher was only issued a license by the government when attested to of good conduct and morals by a Protestant minister or two Justices of the Peace (Protestant) with a certificate of good conduct and morals with signatures of six further individuals,³⁰ when the schoolmaster had taken the required oaths of *allegiance* and *supremacy*. Again, these last two

27. NS 1766: 7 [1].

28. M. Basque, *De Marc Lescarbot à l'AEFNB: histoire de la profession enseignante acadienne au Nouveau-Brunswick* (Edmundston: Éditions Marévie, 1994), p. 38.

29. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests...*, *op. cit.*, p. 63 and B. Sweet, *For a Space to Teach...*, *op. cit.*, p. 180.

30. NS 1766: 1.

oaths would prevent any possibility of a Catholic attempting to instruct anywhere in the colony since the “Act of Supremacy” of 1559³¹ promulgated by the English parliament, was anathema to loyal Catholics. The Nova Scotia legislation of 1766 confirmed the anti-catholic stance of the English parliament in the New World in Nova Scotia with the “Act concerning schools and schoolmasters.”³² With this act any member of the community who wished to teach but: “...refuse to take the said oaths and subscribe the declaration, he shall be deemed and taken to be a popish recusant...”³³ and not permitted to instruct children. For infractions against the act, the penalty was three months imprisonment without bail and a £10 fine to the King.³⁴

A positive enhancement to the future of teaching in the colony included in the Act of 1766 was the setting aside of 400 acres of land in each township for schools with school trustees responsible for and having legal control over and decision making capability for the land and school structure when built.³⁵ The actual role of the school trustees would not be discussed in legislation until 1811. The implications for teaching in Nova Scotia in the future would begin with the provision of paragraph 3 of the 1766 legislation dealing with land for schoolhouses and Government commitment to education. As the county system developed in Nova Scotia, the structure of the education system developed in conformity with it, allowing representation at the local level and a school administration at the level of government administration.

In this “Act for relieving His Majesty’s Subjects professing the popish religion entitled: An act concerning schools and schoolmasters,”³⁶ sections in the previous schools act of 1766 against Catholics were repealed. There were of course limitations to this toleration, but it was an early recognition of Catholic rights to teaching and an education outside the Established Anglican Church. The penalties for Catholics caught or informed on who were teaching were rescinded. Catholics could teach, but within guidelines that encompassed more than just the requirements laid out in paragraph one of the Education Act of 1766. These stipulated that a Catholic, whether a schoolmaster or priest, would not be permitted to teach a Protestant child

31. England, *Act of Supremacy* (London: His Majesties Printer, 1559).

32. NS 1766: 7.

33. NS 1766: 7 [2].

34. *Ibid.*, p. 2.

35. *Ibid.*, p. 3.

36. NS 1786: 1.

under the age of 14 years, nor would any Catholic be permitted to board a Protestant under 14 years old. The latter stipulation may have been to prevent setting up private schools in the homes of priests or lay teachers, as was the practice of the day.³⁷ This may also have been promulgated to enforce ethnic segregation in the developing communities. Many of the communities in Nova Scotia had already become mixed Protestant-Catholic and English-French from the 1780s.³⁸

This change in educational ideas, would then allow the Acadians to attend school, but would also lead the community to face new challenges in the domains of language of instruction, religion in the school and integration/assimilation of their cultural group into the larger Anglo-dominated society of the colony. In the late eighteenth century this separation of denominational groups into small classes might have been easily accomplished before the promulgation of the 1811 “Act for encouraging the establishment of schools throughout the province” (Common Schools Act). However, the philosophical purpose of schooling had changed by the second decade of the nineteenth century and so with the creation of these schools under the “Common Schools Act,”³⁹ the possibility of pupils of all denominations attending the same schoolhouse with the same schoolmaster became the norm.

② Education in Cape Breton Colony, 1784-1820

The colony of Cape Breton Island was the sole administrative unit in the Atlantic region of British North America never to possess its own Legislative Assembly.⁴⁰ Without this forum, the only method of legislation in the colony was by Order in Council of the Lieutenant Governor supported by his council made of local notables. Without the assembly, and without the continued access to the Nova Scotia laws, the people of Cape Breton, including the Acadians of Chéticamp and Isle Madame, would not have access to the various pieces of Nova Scotia legislation for education⁴¹ until after the formal

37. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests...*, *op. cit.*, p. 48.

38. R. Labelle, “La vie acadienne à Chezzetcook,” *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 22, Nos. 2 & 3 (1991), p. 3. Sally Ross, *The Acadians of the Maritimes, Past and Present* (Halifax: Nimbus Publishing, 1992), p. 118.

39. NS 181: 8.

40. R. Morgan, *Early Cape Breton: From Founding to Famine* (Sydney: Breton Books, 2000), p. 108.

41. Beaton Institute, Cape Breton University, Fonds 40: 123.

annexation of the Cape Breton Colony to Nova Scotia in 1820. As such, Cape Breton Colony did not support education through government coffers. In this case the Acadians were free to continue with the private schooling they had in a limited fashion.⁴²

③ Education Acts, 1811-1839

The year 1811 ushered in the beginnings of a permanent system of common schools in Nova Scotia. Through the “Act for encouraging the establishment of schools throughout the province”⁴³ (Common Schools Act) and the “Act to establish Grammar Schools in several counties and districts of this Province”⁴⁴ (Grammar School Act) the foundations were laid for what would be the education system for the province for the next 50 years.⁴⁵ The preamble to the Common Schools Act exhibited the new philosophy found among the governing elite of the colony as it struggled away from a settler society to one of an established population with a growing culture:

Whereas it is highly advantageous to the youth of this Province, to afford them easy means of acquiring useful knowledge in those essential parts of general education, which are necessary to persons of every rank and station in civilized society...⁴⁶

The acts did in fact cause 12 schools to be constructed according to Walsh⁴⁷ in her research leading to the writing of her thesis *The Evolution of the Catholic Public Schools in Nova Scotia*.

The influence of its Planter⁴⁸ and Loyalist⁴⁹ (Condon 1994: 186) immigrants, and the influence of Scottish and Prussian education theories greatly advanced the cause of public schooling in English. The government

42. B. Sweet, “Father François Lejamtel...,” *op. cit.*, p. 175-194.

43. NS 1811: 8.

44. NS 1811: 9.

45. Though this would not affect the people of Cape Breton Island for another nine years at which time the two colonies were rejoined.

46. NS 1811: 8.

47. F.X. Walsh, *The Evolution of the Catholic Public Schools in Nova Scotia*, unpublished MA thesis (Boston: Boston College, 1958), p. 31.

48. J.M. Bumsted, “1763-1783: Resettlement and Rebellion,” in P.A. Buckner & J.G. Reid, eds., *The Atlantic Region to Confederation: A History* (Toronto: University of Toronto Press & Acadiensis Press, 1994), p. 162.

49. J. Gwynn, “Economic Fluctuations in Wartime Nova Scotia, 1755-1815,” in M. Conrad, ed., *Making Adjustments. Change and Continuity in Planter Nova Scotia, 1759-1800* (Fredericton: Acadiensis Press, 1991).

of Nova Scotia would not accept the idea of French language public schooling until 1841 by the reform minded administration of T.N. Jeffery overseeing a coalition government.⁵⁰ As illustrated by Harvey⁵¹ in his article “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” the dearth of grammar schools and the existence of a few quite exclusive academies to the 1830s, spurred the government to enact the 1811 acts for grammar schools for each county. While the effort was laudable it would ultimately fail. The cause of eventual failure was twofold: firstly the law was premature, Harvey⁵² claims, as there were not enough qualified teachers nor enough ready pupils for the schools and secondly because financial aid was withdrawn from the schools at the bidding of the Council within the government due to their support of the denominational colleges and academies.

Acts of 1811

In “Act to establish Grammar Schools in several counties and districts of this Province,”⁵³ the government of the day laid out more clearly than before the school areas and districts, subjects to be taught, rules pertaining to teacher dismissals and finally, allowances for schools and teachers. The schools, while common were not free to all nor available in every community. The schoolmasters were hired and schools built through the efforts of the freeholders and those with an income that could support such an endeavour. Districts and settlements with at least thirty families or households and who had an income (real or in estate) of 40 shillings, were to meet in April or November each year to vote monies for establishing and maintaining schools.⁵⁴ Of the monies voted, not more than £200 and not less than £50 was designated by the government as an appropriate allotment to support the community contribution. Freeholders, those members of a community with free title to their land who paid taxes accordingly, were to be assessed at the same rate as the Poor Rates⁵⁵ that were collected to support the poor of the district. This was the first mention of assessment as a means of raising money

50. J.M. Beck, *Politics of Nova Scotia, vol. 1, Nelson-Fielding 1710-1896* (Halifax: Four East Publications, 1985), p. 290.

51. D.C. Harvey, “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” *Journal of Education* (1936), p. 363-368.

52. *Ibid.*, p. 363.

53. NS 1811: 9.

54. NS 1811: 8 [1].

55. NS 1811: 8 [1].

for education in the province, but was not fully implemented, as many people did not want to pay to educate children other than their own.⁵⁶ The act did provide a means where the families themselves could pay should there be a lack of support for the assessment method in any given community.⁵⁷ A local district could raise money on its own to establish a school and hire a schoolmaster and pay for the furnishings and utensils. With this system, the families paid for the education of the children, and received a grant of £25⁵⁸ per annum when at least £50 was raised locally. More could be granted proportional to the amount raised in the community and donations could be counted towards the raising of local money to increase this grant.⁵⁹ Should the district choose to raise money through assessment, pupils in the school were to be taught free other than the cost of books, stationery and fuel.

Morison⁶⁰ in her article “Assessment and Education in Nova Scotia” analyzed the origins and progress of the use of taxation as a method of providing public education in the colony. The laudable argument that “it is highly advantageous to the youth of the province...”⁶¹ would take 53 years between the “Act for the encouraging the establishment of schools throughout the province” of 1811 and the “Act for the encouragement of Education” of 1864 for the ratepayers and freeholders of the colony to be convinced or directed to accept the necessity of assessment or later compelled to accept it through legislation in 1864. It might seem more reasonable for those wishing to attend school to pay fees and subscriptions. It would also take that same 53 years to convince the public that education for all was a benefit for that society and not a financial liability.⁶²

The “Act for encouraging the establishment of schools throughout the province” of 1811 was to ensure that a school grant was paid to any

-
56. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *Collections, Nova Scotia Historical Society*, Vol. 34 (1963), p. 56.
 57. NS 1811: 8 [1].
 58. Halifax currency was based on the British pound sterling. The pound sterling in Halifax currency continued in use until 1860 when Nova Scotia changed to the decimal currency using Nova Scotia dollars, which were again replaced after Confederation in 1867 with dollars issued by the federal government in Ottawa (Flick 1981: 13).
 59. NS 1811: 8.
 60. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *op. cit.*, p. 55.
 61. NS 1811: 8.
 62. P.A. Buckner, “The 1860s: An End and A Beginning,” in P.A. Buckner & J.G. Reid, eds., *The Atlantic Region ...*, *op. cit.*, p. 373, and I.R. Robertson, “The 1850s: Maturity and Reform,” in P.A. Buckner & J.G. Reid, eds., *The Atlantic Region...*, *op. cit.*, p. 344-345.
-

community that built and maintained a school in their community for both primary and secondary schools. Through this measure the population was “expected to inculcate a belief in the necessity of general education and to supply an adequate number of teachers for the elementary schools.”⁶³ However, it was later seen that the only people who took advantage of these grants were the wealthier members of the communities whilst the poor were neglected.⁶⁴ In areas that did choose to pay for schools and teachers through assessment a certain number of poor scholars were to be taught for free.⁶⁵ While virtuous in law, the actual results were quite different⁶⁶ so that by 1825 when this act was under study for revision, only 5,514 children actually attended school absorbing £10,000 per annum in costs while 4,377 children did not attend although that figure was put as high as over 13,000 not in school. According to Harvey,⁶⁷ “...it is clear that the bounty system in education had not achieved its purpose”. The only change to the limited curriculum was the subject of orthography, which was added to that of Reading, Writing and Arithmetic.⁶⁸

The most glaring defect of the “Act for encouraging the establishment of schools throughout the province” and the “Act to establish Grammar Schools in several counties and districts of this Province” of 1811⁶⁹ was the absence of enforced assessment creating a free school system in the colony, allowing the continuance of the grant system with its known abuses⁷⁰ and the inadequate method of payment of schoolmasters resulting in poor quality school teachers being employed. According to Bingay,⁷¹ the two other issues raised in these two acts were (1) the limitation of school construction to areas that had 35-40 children available for school from at least 30 families and (2) the exclusion of rural areas from schooling since it would be difficult to find a region with this minimal number of families residing in any given area. Under-populated regions of the province would be deprived of crown funding

63. D.C. Harvey, “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” *op. cit.*, p. 4.

64. *Ibid.*, p. 5, 49.

65. NS 1811.

66. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *op. cit.*, p. 56.

67. D.C. Harvey, “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” *op. cit.*, p. 5.

68. NS 1811.

69. NS 1811: 8 & 9.

70. D.C. Harvey, “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” *op. cit.*, p. 4.

71. J. Bingay, *Public Education in Nova Scotia. A History and Commentary* (Kingston, N.S., Jackson Press, 1919), p. 37.

until revisions fifteen years later, and this in turn would affect education in Acadian regions of the colony since they had been required to settle in remote isolated areas far from urban centres⁷² along the coast of Sydney County on the mainland and Inverness and Richmond Counties on Cape Breton island in eastern Nova Scotia

The Francophone teachers and schools functioning at least part of the year in French⁷³ were doing so *hors-la-loi*. However, the distance to major English centres and the lack of inspectors prevented detection and the benefits of setting up these illegal French language private schools was worth the risk. From about 1830, the private Acadian schools with their Acadian teachers began to submit the required yearly school reports⁷⁴ and claim government funding for the teachers salaries and school maintenance. In many cases there were free poor scholars attending as prescribed by law to take advantage of further public funds.⁷⁵ While this reporting procured grants, it also meant conforming to government expectations and standards concerning licensing of teachers and language of instruction in the classroom, which before 1841 was expected to be in English. While there is evidence that many of these formerly private French Catholic institutions continued to function as public schools in their own language, the years 1811 to 1841 were difficult for educators as they sought to continue to provide schooling to their communities in their mother language, often in the face of resistance from local English residents. By accepting government financial support the private schools became part of the public school system and were required, legally, to conform to the law. It was perhaps fortunate for the Acadian schoolmasters that inspections by Trustees and the overall education establishment were so weak before the 1830s.⁷⁶ In this way, those that accepted the conditions to become legal public schoolmasters could reap the financial rewards while continuing to teach in French.

72. N. Boucher, "L'Émigration et les Acadiens..." *op. cit.*, p. 7-23.

73. While official schooling in Nova Scotia had to be conducted in English at this time, including all schools receiving crown grants, teachers that worked in Acadian villages were able to conduct at least part of their lessons in French as there were no other members of staff nor administration to prevent it.

74. Nova Scotia Archives and Records Management (NSARM) RG14: 60, School Register.

75. NSARM RG14: 60.

76. A. Chiasson, *Chéticamp: histoire et traditions acadiennes* (Moncton: Éditions des Aboiteaux, 1962), p. 148.

The education act of 1826, “An act concerning schools,”⁷⁷ was a major revision of the acts of 1811 and some of the problems that had arisen in the first two acts which implemented a colony wide education system. By this act, the government gained better control of the schools in the province through a slightly enlarged administration and better division of the province into scholastic units.⁷⁸ The recommendations of the Legislative Commission of 1825, though rejected by the Legislature,⁷⁹ were in fact influential in the new piece of legislation, the 1826 “Act concerning schools”⁸⁰ and many of the original proposals were, in fact, made part of the new document with small adjustments.

As with the recommendations of the Legislative Commission of 1825, the government was encouraged and did implement the idea of sectioning off each county into School Districts, usually two per county on average.⁸¹ To this division would devolve the responsibility for the education of the province, therefore, to a lower body than the Legislative Council⁸² in distant Halifax. However, the act would begin the process of centralization of the education system in the province and tighter control over the issuance of teacher licenses and level of qualifications. Since Acadians, until 1826, had local influence over the education administration of the teacher and school they would in fact begin to lose the ability to oversee their teachers and schools which had hitherto been operated in French as the teacher administration was gradually centralized in Halifax among the governing English population.

There was further provision for one teacher and one schoolhouse (maintained all year) per School District⁸³ as long as there was a minimum of 30 families. To allow the rural families to obtain the full benefits of the 1826 act, as had happened under the act of 1811; the act of 1826 allowed School Districts to be joined⁸⁴ in the event that one district did not have the population base to support a school and teacher of its own. In this event,

77. NS 1826: 5.

78. NS 1826: 5 [2].

79. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *op cit.*, p. 56.

80. NS 1826.

81. S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 19.

82. NS 1826: 5 [2].

83. NS 1826: 5 [13].

84. NS 1826: 5 [14].

School Districts were permitted to merge with neighbouring districts so that combined they would gain access to schooling. Again the wording is such that it makes it amply clear that it would be English schools that will be established in the districts. Grants for maintaining the schools of Nova Scotia amounted to £2500 from which each mainland county would receive £180. The whole of Cape Breton Island, only six years re-joined to Nova Scotia, would receive a grant of £220 and Halifax £300.⁸⁵ Under the new legislation, teachers and schoolmasters had to be licensed by the School Commissioners in the local districts. There appears to have been a distinction made between *teachers* and *schoolmasters* in this act even though there is no clear indication what that distinction was within the text of the act.

Act of 1832

With the passing of “An Act for the encouragement of schools” of 1832, the Nova Scotia government added to the administrative structure of the education system with the creation of a Board of Commissioners for each county or district. The composition of the Board was five members (three being a quorum). This new body was given the management of schools and therefore created an added level of responsibility between the Legislature and the School Commissioners for the districts in a centralized body. The government provided financial support through a grant of £4000 annually from the province to be split among the counties and districts.⁸⁶ The “Act for the encouragement of schools” of 1832 did continue the idea of laying out the province into school districts and the regulations that went along with them as per the legislation previously enacted.⁸⁷

Instructors were referred to in the act as teachers and not schoolmasters, though, as mentioned, the act itself did not designate the difference between the two. Evidence of a departure from a dependence on the United Kingdom for ideas related to teaching was clear in the report of 1825⁸⁸ which referred to the Scottish school system more as a concession to British sensibilities than the source of pedagogical influences.

With the act of 1832, the Board of Commissioners thus relieved the School Commissioners of the responsibility to license teachers, again raising the level of administration that would be responsible for this issue and

85. NS 1826: 5 [21].

86. NS 1832: 2 [2].

87. NS 1826: 5 [2] and NS 1832: 2 [3].

88. D.C. Harvey, “Early Academies in Nova Scotia, 1841-50,” *op. cit.*, p. 3.

preventing possible abuse but which further removed licensing power from Acadian influence. Trustees of each school in every district were to submit reports every six months to the Board of Commissioners stating:

- ① number, names and ages of students
- ② their progress in studies
- ③ amounts and details of expenses
- ④ salary of teachers

Unlike the county grammar schools, the Board of Commissioners exempted Academies from supervision since the Academies were considered private institutions often under the auspices of a Christian denomination. This was important to institutions such as Arichat Academy,⁸⁹ which though a public school, was operated by the Catholic Church as a bilingual grammar school from 1833.⁹⁰

The “Act for the encouragement of schools” of 1832 stipulated that the yearly salary of teachers was to be £40 per annum and inhabitants of School Districts had to raise £25 themselves for the hiring of a teacher and must have built a schoolhouse at the time they are to hire an instructor. The teachers were also given a receipt from the trustees for full payment of their salary⁹¹ providing a much-needed security to enforce payment to teachers. This appears to correct an issue in the province with regard to the non-payment of teachers’ salaries.

Funding under this legislation changed the nature of some schools from strictly grammar or common schools. Evidently, there were areas of the province that did not have the population to support two schools, one for each level of scholarship, but a combined school would be more easily sustained. It must be remembered that in the context of the first half of the nineteenth century Nova Scotia was in a state of economic depression⁹² and many families were not able to subscribe to the instruction of their children in a local school. According to the “Act for the encouragement of schools” of 1832, grammar schools already established could be combined with common schools and receive common school funding on application.⁹³ These

89. The first public school at Arichat was founded in 1821, S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 30.

90. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests...*, *op. cit.*, p. 98-99.

91. NS 1832: 2 [9].

92. J. Gwynn, “Economic Fluctuations...,” *op. cit.*, p. 61.

93. NS 1832: 2 [21].

combined schools could also receive an extra £25 if between eight and fifteen students were instructed in “higher branches of education,” (those subjects beyond the basic reading, writing and mathematics), and a further £35 if fifteen or more such students enrolled in the school at the higher level. This would aid Acadian communities if indeed they could raise the funds to support the schools on their own. Teachers who had at least eight students of this type could potentially earn £100 and for fifteen or more of the same, a total of £120. As well, an incentive to licensed teachers to take in more pupils and remain in their position as teachers, was an exemption from paying Poor and County taxes, labour on roads and from militia duty.

Act of 1836

Four years after the promulgation of the “Act for the encouragement of schools” of 1832, the provincial legislature again promulgated a new education act, namely the “Act to continue and amend the act for the encouragement of schools” of 1836. A salient point in this act was the “Education of coloured people” mentioned for the first time though it was in terms of separate black schools. Until then no legislation allowed for any but white settler schooling. The expense of keeping a dual public school system for white and black populations in such an economically depressed colony as Nova Scotia seems ludicrous, but in the first half of the nineteenth century, in British North America, this was considered the norm.

Until 1836, Black and Mi’kmaq education was conducted in private schools, much as the Acadians and other ethnic minorities did. The education act of 1836, though segregationist in nature, did at least create one school per county for non-white children at government expense outside of Halifax which already had a school for its black pupils. According to the “Act to continue and amend the act for the encouragement of schools” of 1836, a school for black children could be established in each county or district under the Board of Commissioners and receive funding similar to the other common schools in the same county or district. Interesting to note, however, is the grant to the African School in Halifax, which was £60 per annum while the white schools received £40 more per annum⁹⁴ reflecting an endemic racism that was to continue for another century in the city and province.

The colonial government took a serious look at Mi’kmaq education only with the passing of “An act to provide for the instruction and permanent settlement” of the Mi’kmaq (NS 1842) which included directives for

94. NS 1832:2 [7].

Mi'kmaq education, Mi'kmaq reserves and the position of the Indian Commissioner (the latter was first held by Joseph Howe in 1842) all in the same omnibus bill. A continuation of the same policies from the 1842 act, which reflected the colonial ethnic bias against the aboriginal people of Nova Scotia were written into "An act concerning Indian Reserves"⁹⁵ of 1859. According to Conrad & Hillier⁹⁶ it was only a very few among the political elite of the province who no longer saw the Mi'kmaq as threatening to the (English) European dominance of the colony. The "Act concerning Indian Reserves" of 1859⁹⁷ also established that Mi'kmaq squatters on crown or private land which was unoccupied, could buy these lands, and the money would be used for Indian relief. The act also created the boundaries of the Indian Reserves within Nova Scotia. For Cape Breton this would create the reserves of Whycogomaugh, near Lake Bras d'Or, and Eskasoni near Sydney.

"An Act to continue the act for the encouragement of schools and the act in amendment thereof" of 1838⁹⁸ provided an important improvement to the teaching provided in the Acadian regions of the province of Nova Scotia. Where there was a population base too small to support a proper school district with teacher,⁹⁹ as in many Acadian regions, a new provision allowed for itinerating teachers functioning under the same terms of funding as common schools. Itinerating teachers were those teachers hired by the Board of Commissioners to alternate between two or more poor school divisions of each county during the year. For Acadians in regions such as those spread throughout eastern Nova Scotia, this change in regulation would have immeasurable benefits since the villages were far enough apart to constitute separate school districts. However, the general poverty of the region¹⁰⁰ did not allow the hiring of even one teacher, whether English or French speaking to provide schooling. A similar category of teacher was found in New Brunswick and Prince Edward Island Acadian villages.¹⁰¹

Since the official language of schools in the colony continued to be English, it was to the advantage of the Acadians who taught in French for

95. NS 1859.

96. M. Conrad and J. Hillier, *Atlantic Canada: A Region in the Making* (Toronto: Oxford University Press, 2001), p. 112.

97. NS 1859.

98. NS 1838: 23.

99. NS 1826: 5.

100. J.-O. Plessis, "Le journal des visites pastorales en Acadie 1811, 1812, 1815," *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 11, Nos. 1, 2 & 3 (1980), p. 105.

101. R. Bourgeois and M. Basque, *Une histoire de Lamèque. Des origines à nos jours* (Moncton: Éditions d'Acadie, 1984), p. 42.

much of the year to continue having local control over licensing and hiring of teachers using public funds by continuing to forward annual school reports to the government through the school commissioners. The lack of proper inspections to enforce the language provision would continue until the Act of 1841¹⁰² allowing the Acadians to continue teaching within the framework of the education laws of the province while continuing to do so in the French language. The new “Act to continue the act for the encouragement of schools, and to alter and amend the same,”¹⁰³ however, would create a better environment for the Acadians permitting them to teach in their own language.

A further development under the 1838 “Act to continue and amend the act for the encouragement of schools”¹⁰⁴ was that female teachers could thereafter be employed if males could not be found, a concession that would benefit communities unable to hire a male, which was the preferred gender which appeared harder to find. The new concession would allow more teachers to be hired since a female teacher was paid less and communities could more easily afford the salary of a female teacher. It was more likely that the teacher would be from the same community as the school and would therefore have a vested interest in promoting education in the community. In the first major revision to the education system in the colony, the “Act to continue the act for the encouragement of schools” of 1841, the law was adjusted by the Legislature of Nova Scotia so that it would be possible to hire two female teachers in place of one male teacher. This change would, in fact, make it more desirable to have female teachers than male since two teachers could teach more children, theoretically, in a year at nearly the same cost.

④ Education Acts from 1841 to 1864, A Linguistic Right

The promulgation of the 1841 education act ushered in a new era in public instruction in Nova Scotia. The liberal colonial government of the 1840s, which included reform minded members like Joseph Howe, would recognize the aspirations of the linguistic minorities, not just the Acadians, but also the German and Gaelic settlers.¹⁰⁵ The Act would have far reaching linguistic implications in education for these people, which allowed teaching in the language of the settler population which, after the enactment of the “Act for the encouragement of Education” of 1864 (Free Schools Act), would be rescinded. It was not until the “Act to Amend Chapter 81 of the Revised

102. NS 1841.

103. NS 1841: 43.

104. NS 1838.

105. NS 1841: 43 [14].

Statutes 1967, the Education Act¹⁰⁶ when Acadian schools had a right to a teacher and classroom in the French language in the public schools of Nova Scotia. While French continued in use in Acadian public schools, the teachers were to encourage the inculcation of the English language.¹⁰⁷

Ethnic and Linguistic Minority Recognition

The government of Joseph Howe had acknowledged the presence of other languages operating in the schools due to the great number of immigrants settling in Nova Scotia over the preceding decades. Until 1841, the government had officially denied access to any public service and schools in any language except through the English language. Even after 1841, the public administration was to continue in English, but the concession to instruction in a language other than English was perhaps a step in the remedying of illiteracy within the province, which had reached appalling proportions. According to Morison¹⁰⁸ in 1842 there were 29,382 pupils attending schools in Nova Scotia. In the province there were also 2771 non-fee paying pupils making 32,153 pupils in the schools of the province. By 1845 the estimates showed that only one in seven of the school aged children were attending instruction.¹⁰⁹

With the inclusion of one paragraph the linguistic nature of public education and the potentially pluralistic society that would develop on a permanent basis became a reality:

...any school, wherein the ordinary instructions may be in the French, Gaelic or German language, in any School District in this Province, shall be entitled to the like portion of the public money as any school wherein the ordinary instruction may be in the English language.¹¹⁰

While this concession reflected a relatively minor section of the entire government bill, it would have a profound affect on Acadian public school teachers. It would legitimize the otherwise clandestine teaching in French already found in the Acadian public schools,¹¹¹ to be public and paid for from the public purse.

106. NS 1981.

107. S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 55.

108. G. Morison, "Assessment and Education in Nova Scotia," *op. cit.*, p. 65.

109. *Ibid.*

110. NS 1841: 43 [14].

111. J. Bingay, *Public Education in Nova Scotia...*, *op. cit.*, p. 45

It would be laudable to think that there was a vision in the act of 1841 to relegate to the past the acrimonious existence between the ethnic groups that had settled the colony and promote the ethnic diversity of mid-nineteenth century Nova Scotia. The sudden appearance of section 14 in the education act would lead the reader to believe, however, that the government of the day simply faced the reality that the vast majority of the children in Nova Scotia did not attend school. A good part of this lack of schooling in Nova Scotia could be attributed to simply an inability to speak English which was the required language of instruction in public schools prior to 1841. It could also be the case that not just the pupils, but the public school teachers in many of the Acadian villages could not speak English well enough to pass on instruction in that language. Whether this was to be a temporary measure or not, the goal would have been to get as many children in front of a teacher as possible for public instruction. Comparisons with neighbouring provinces¹¹² and Canada West¹¹³ would show that Nova Scotia was woefully behind in the provision of public instruction in either French or English and the hiring of qualified public school teachers.

The act of 1841 may have been intended to rectify the deplorable situation of a few children in public schools thereby permitting children of any language group mentioned in the act to participate in local schools in their own language. Sweet¹¹⁴ demonstrated this very issue in the schools of eastern Nova Scotia and the vagaries of homogenous linguistic instruction, both from a teacher and a pupil stand point. Morison¹¹⁵ mentions that in 1842 there were only five English medium schools in all of the Eastern Shore of Nova Scotia. She does not indicate whether or not these schools were “officially” English or whether or not there was any teaching in any other language than the English language as per the education act of 1841.¹¹⁶ Morison does not mention the Acadian teachers in the same area teaching in mid-century in eastern Nova Scotia. It was the need for teachers and

112. K.F.C. MacNaughton, *The Theory and Practice of Education in New Brunswick, 1784-1900, A Study in Historical Background* (Fredericton: University of New Brunswick Press, 1947), p. 116.

113. F.H. Johnson, *A Brief History of Canadian Education* (Toronto: McGraw-Hill, 1968), p. 39.

114. B. Sweet, *For a Space to Teach...*, *op. cit.*, 2005.

115. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *op. cit.*, p. 65.

116. NS 1841.

schooling that prompted the Premier¹¹⁷ and Joseph Howe¹¹⁸ the Speaker of the Legislative Assembly to implement the much-needed “Act to continue the act for the encouragement of schools” of 1841. Howe began his campaign years before through the medium of the newspaper he published in Halifax called *The Novascotian*. The paper and its publisher became outspoken proponents of responsible government, reform and opposition to the reactionary governments in the colony who had the support of a number of elites who ran the machinery of administration in league with the governor appointed by the Crown. Though Howe would later find himself at odds with Catholics and members of the Liberal party,¹¹⁹ he was in the forefront of reform in the 1830s and 1840s and supported the moves toward the use of French in the Acadian public schools.

Implications for a Multilingual Nova Scotia

With the knowledge today of what a multilingual and multiethnic society is capable of and what its financial and social implications are for a state, we can look back on the early attempts in Nova Scotia to recognize the various cultural and linguistic groups as a progressive action and applaud the early tolerance of ethnic and racial minorities in Nova Scotia. Waves of immigrants from Scotland, England, German states, the Planters and Loyalists as well as the returned Acadians from the Deportation, and the Mi'kmaq all formed a larger multiethnic community that gave early Nova Scotia a characteristic which was to disappear in many parts of nineteenth century North America affected by assimilation policies as colonies struggled to admit increasing cultural populations of immigrants from Europe. Nova Scotia acquired those same assimilationist policies with the election in 1864 of Premier Sir Charles Tupper succeeding Joseph Howe's liberal administration. The open tolerant policies of the reform-minded government of Howe were rejected under Tupper who abrogated the idea of multi-ethnicity and replaced it with the “Act for the encouragement of Education” of 1864 that enforced the “English only” school system that would set back the work of the previous 42 years of linguistic acceptance and progress created under the

117. Prior to 1848, there was no system of responsible government in Nova Scotia and the position of Premier or Prime Minister was completely dependent on the pleasure of the governor appointed by the Crown.

118. Members favouring liberal principles were able to dominate the 1836 and 1840 assemblies. Joseph Howe was the leading member of the Assembly in Nova Scotia advocating these reforming principles.

119. N.H. Meagher, *The Religious Warfare in Nova Scotia 1855-1860* (Halifax: [s.n.], 1927).

liberal governments before Tupper. The ethnic minorities, including the local Acadians, would rapidly see the decline of their numbers as they became assimilated into the larger English communities around them until names of villages and regional accents would be all that remained of their populations.

The implications for the Acadian community under both Howe and Tupper were enormous since the Acadian public school teachers, who until 1841 were forced to teach in French illegally in Nova Scotia, were able to take full advantage of the 1841 “Act to continue the act for the encouragement of schools” to instruct in French and have recourse to public monies to fund the schools in Acadian regions of Nova Scotia. Very few societies in the New World were as progressive as Nova Scotia in mid-nineteenth century in recognition of its minorities. Did the government of the day have as a goal the creation of a broad pluralistic society? Was this act in 1841 simply a stop gap measure to preserve government credibility faced with the shocking literacy statistics and diminishing student enrolments at the most basic level of instruction? Was this act simply a copy of the thinking in the United Province of Canada in the 1840s under Ryerson who supported French education across Upper Canada, which was a colony that was becoming the focal point of progress and growth in British North America? According to Cox,¹²⁰ negative attitudes continued to exist to French, German and Gaelic speaking populations during the second half of the nineteenth century. The use of these three languages was more an expedient to ensure more pupils were attending public school than actually acknowledging the rights of non-English language population groups to education in their own languages.

Though the “Act to continue the act for the encouragement of schools” of 1841 brought a number of changes to teaching in Nova Scotia, and encouraged better community participation in the teaching of the children of the province, there were still broad areas of the education system in the province that needed changing. One of these areas needing reform was the weak system of public funding that used a combination of assessment (property taxes) and grants (church and government donations) rather than assessment only. This ambiguous method of combined public-private financial support continued to leave the school system in Nova Scotia with under-educated regions whose financial support by the general population was not effectively enforced. Until either the majority of the people were convinced of the need to fund the schools through subscription or general taxes were used, funding to schools would lag behind other areas of social

120. L.V. Cox, “Gaelic and the Schools in Cape Breton,” *Nova Scotia Historical Review*, Vol. 14 (2), 20-40 (1994), p. 24.

progress. Even as late as 1848, the government would only authorize voluntary assessment¹²¹ which meant that to fund the education of the province schools and school boards would need the active support of local subscriptions of donors and parents. The short-sightedness of this thinking resulted in the perpetuation of limited schooling in the rural regions of Nova Scotia for a further 50 years.

For the Acadians and Acadian public school teachers, the greatest achievement with the 1841 education act was the legitimate use of French as a medium of instruction in the classrooms of the few Acadian public schools frequented by the Acadian people. The schools that had been operating in French illegally for years were now accepted as French language Acadian public schools. Areas of eastern Nova Scotia that were culturally and linguistically mixed, as was the case in Arichat,¹²² had to hire public school teachers of both English and French languages. In villages that had a greater, if not exclusive population of Acadians, as was the case of Pomquet,¹²³ it was quite reasonable to see a French-speaking teacher and the daily use of the French language as the medium of instruction. Whether there were French language texts and manuals was another issue, but the use of the language was the major gain at this point and would have a legal basis until 1864.¹²⁴

The acknowledgment, on the part of the government of the day, of the need for public instruction in the home language was to have a profound effect on the communities of Nova Scotia, which would bring the level of education in the province to a new high, though well short of the desired levels.

Act of 1845

The 1845 “Act for the encouragement of schools”¹²⁵ contained several new and important points of educational legislation for the province including three sections related specifically to teachers. The act of 1845 was a major bill that contained many elements found in the public school act of 1841, but also amplified parts of it. The first of amendments specified that no teacher could be a “...Commissioner of Schools, or a Trustee of any Academy, Grammar School or Common School, entitled to claim aid under this

121. NS 1841.

122. PANS RG1: 444: 33, 34.

123. PANS RG1: 445 [31].

124. NS 1864.

125. NS 1845: 25.

Act...”¹²⁶ This limited the role of the teacher to simply teaching. In this way, the Act would prevent a conflict of interest in the financial affairs of the schools and commissions supported from public monies. In the early days of the public system, the boundary between teachers, trustees and commissioners was easily crossed as often the most educated members of the communities would, by necessity, have to take on several of these roles due the limited numbers of literate people in society.

The second of the sections dealing with teachers concerning licenses and dismissal with individual boards. According to section 14 of that Act, no one would be permitted to teach in the province without first having their credentials, morals and character examined by the Board of Commissioners. “License[s] to teach [at] a Common School”¹²⁷ were issued by the Commissioners when candidates were approved following verification of their qualifications. Members of the Board of Commissioners were also to issue permits for teaching in the Grammar Schools.¹²⁸

The third issue, and one of perhaps greatest import to public school teachers, whether English or French speaking, after licensing was the dismissal of teachers from public schools. With the passing of this act, the Board of Commissioners was empowered to terminate teachers’ contracts from common and grammar schools and to cancel the contracts between the teachers and the trustees of any given school as well as withdrawing the teachers’ licenses.¹²⁹ This proviso would prevent teachers from becoming entrenched into a school and abuse their positions and the financial and social arrangements that accrued with it. For the teacher, however, it put in doubt the permanence of their employment with schools. The contract between the teacher and local school trustees would be created on the basis of a mutual agreement, which, in areas like the Acadian villages of eastern Nova Scotia, required a French-speaking teacher, granted under both this act and that of 1841. Should the Board of Commissioners be in any way against instruction in anything but English, then the Board of Commissioners could theoretically force out a teacher who taught in French or any instructional language allowed by the act.¹³⁰ Within the section dealing with school operational languages, it was mentioned that four languages were to be used for

126. NS 1845: 25 [4].

127. NS 1845: 25 [14].

128. NS 1845: 25 [34].

129. NS 1845: 25 [45].

130. NS 1845: 25 [24].

instruction purposes in the public schools of Nova Scotia (English, French, German and Gaelic). Equally there was the proviso "...or other languages...",¹³¹ which begs the question: What other languages might have been in mind by the legislators? Perhaps Mi'kmaq?

In the case of counties that did not have academies or grammar schools, the teachers in common schools were granted an increase in allowance of a further £30 per annum per teacher.¹³² The proviso on which the allowance was conditional was that the following subjects would be taught: Reading, Writing, Geography, English Grammar, Composition, English History, Arithmetic along with one or more of the following: Classics, Algebra, and "practical branches of Mathematics."¹³³ While the teachers in certain counties would have welcomed the increase in allowance, the additional subjects that would need to be taught would predicate many receiving this sum. The majority of Acadian teachers, having not attended a formal teachers college and many not having more than Grammar School finishing qualifications, would not have the ability to teach these subjects. The textbooks would undoubtedly be in English and the emphasis in finishing school would continue to be the ability to function in English even if the law stated that schools operating in other languages could receive equal funding as English medium schools.

For the Acadians, throughout the 1840s and 1850s there was slow progress in matters of teaching and schooling. Rawlyk & Hafter¹³⁴ level a great deal of criticism at the Acadians in this period in the area of education, but it should be remembered that financial support was required from the central government in order to maintain a teacher in a poor community and texts could not be used as they were not in French.¹³⁵ But with the Halifax-based school administration continuing to support teaching through the archaic method of financing then in place through subscriptions to the general-public for support of the local schools, many of the provinces Acadian school-aged children were not able to attend schools.¹³⁶

131. NS 1845: 25 [24].

132. NS 1845: 25.

133. NS 1845: 25 [25].

134. G. Rawlyk & R. Hafter, *Acadian Education in Nova Scotia: An Historical Survey to 1965. Studies of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism* (Ottawa: Information Canada, 1970).

135. S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 32.

136. PANS RG14: 39.

One of the few methods of student funding was created in this act which refers to the poor students of the colony, the object of some attention by the legislators. The act of 1845 created a method whereby the public who wished it, could be taxed voluntarily¹³⁷ and the monies raised would be applied to the education of the poor of any ethnic group or language. Up to this point, the poor pupils were limited to a select few gaining access to public schools for education through the education acts leading up to 1845. Previously, a few children would be permitted to attend for free and their names listed separately in school records for the year.¹³⁸ Firstly the poor students were to be admitted to studies in numbers not to exceed eight per year in any one of the common or grammar schools or academies.¹³⁹ Commissioners were also to establish schools in poor or under-populated areas, poor districts, and for people of colour and the Mi'kmaq.¹⁴⁰ To cover additional costs for the poor or disadvantaged of any ethnic group, a grant of £50 for books and stationary was offered, of which one half was to be used for the poor students of the county (NS 1845: 25 [19]). The teaching of the poor added to the financial burden of the teachers to some degree as they were unable to collect fees from these families, hence the limit on the numbers permitted to attend during one school year. Even so, according to Bingay quoting a visiting British Naval officer:

... never knew a case of a child being refused admittance to the school because of inability to pay the fee. Every parent who wished to send his children to school was free to do so, where they were indistinguishable from the children who of those who assisted in supporting the school. This practice held, not only under one master, but under a succession of them, for a quarter of a century, until free schools were established.¹⁴¹

Obviously from the previous description of the nature of teaching in the period of the 1840s in Nova Scotia, there was an altruistic desire to see the local children instructed. It would have been difficult for a teacher to refuse admittance to any child in the village, even one who's family could not afford the fees since the teacher lived in the same village as the children and parents. Bingay¹⁴² provides an insight into the process of teacher qualification for the 1840s which, he points out, did not provide for an examination of teachers.

137. NS 1845: 25 [23].

138. NS 1845: 25 [22].

139. NS 1845: 25 [22].

140. NS 1845: 25 [20].

141. J. Bingay, *Public Education in Nova Scotia...*, *op. cit.*, p. 54.

142. *Ibid.*, p. 52.

To gain a teaching permit the candidate, in the case presented in King's county, was required to read a short passage, explain the contents and complete a few basic problems in arithmetic.

The courses required in grammar schools included in this act were: reading, writing, arithmetic, classics, modern languages, geography, English grammar, history, agriculture chemistry, composition, land survey and navigation.¹⁴³ For the grammar schools there was also a set minimum of 20 registered students of which ten had to be attending school regularly to receive a financial grant from the provincial government. Twice a year the school trustees would conduct public examinations¹⁴⁴ from which an assessment of the learning to date could be made. Of note is that grammar schools only required the inhabitants of the village and catchment area to subscribe £40 as opposed to the subscription required by the academies.

⑥ Education Act 1864 “Tupper’s Law” & the Education Act 1865

It was the promulgation of the Nova Scotia “Act for the encouragement of Education” of 1864 (NS 1864: 58) and the “Act for the better encouragement of Education” of 1865 (NS 1865: 29) under the Conservative government of Charles Tupper (1864-1867) that the very nature of the Nova Scotia colonial education system changed radically from that developed over the previous 23 years under the Liberal governments and the reforming influence of Joseph Howe.¹⁴⁵ The “Act for the encouragement of Education” of 1864¹⁴⁶ would see the subtle abrogation of language provisions heretofore granted. The Acadian population (as well as other groups) had been allowed to develop linguistically and promote their own language and culture within the broader educational framework. While the act of 1864 is often sited in research as a pivotal year in education due to the assessment as a means of raising taxes for the support of public education and the abrogation of

143. NS 1845: 25 [33].

144. NS 1845: 25 [34].

145. In his trenchant editorials in the newspaper *The Nova Scotian*, Howe advocated many liberal reforms and sponsored the development of Nova Scotian communications. He became a member of the Nova Scotia provincial assembly in 1836, and spent the next 12 years working to reform the Nova Scotian government. From 1860 to 1863, Howe was prime minister of Nova Scotia. In 1856, Charles Tupper became provincial secretary in the new Conservative government elected in 1855. Defeated in the election of 1864 by the Conservatives Tupper became prime minister.

146. NS 1864: 58.

linguistic rights other than English within the education system, the “Act for the better encouragement of Education” of 1865¹⁴⁷ was by far the legislation carrying the greater influence due to its more comprehensive amplification of the articles related to the standardization of the education system of the act of 1864 in Nova Scotia.

Within the acts of 1864 “Act for the encouragement of Education” and the 1865 “Act for the better encouragement of Education,” linguistic rights in schools were “deleted” from the laws of the province, strangely, a mere two years before the promulgation of the British North America Act¹⁴⁸ in 1867 which had provisions for language and education. However, within the Nova Scotia legislation¹⁴⁹ the fact that a clause specifying the approval of the French, German and Gaelic languages in public schools equal with English usage, previously included in all education acts from 1841, was not included in these acts, making it clear that the government wished to reform the education system by creating a linguistically homogenous school system. This coupled with the new teacher licensing arrangement,¹⁵⁰ meant that Acadian teachers were at a disadvantage compared to their Anglophone colleagues.¹⁵¹ The act of 1865, in fact, expressly stipulates that it was providing for a “...uniform system of education.”¹⁵² To what end would this be enacted? There are several points to consider with this clause.

Firstly, the government of Charles Tupper considered it a priority to push through reforms of the education system in Nova Scotia so as to implement the educational policies long since achieved in Canada West under Edgerton Ryerson and neighbouring New Brunswick. The debate concerning assessment¹⁵³ to fund public education had dragged on for 20 years with no government willing to commit itself to enforcing something that increased taxes. Secondly, Tupper had reached an agreement with the Catholic Church in the person of the Archbishop of Halifax that permitted him to absorb all educational institutions into the provincial Department of Education orbit. By granting separate schools in Halifax, and to continue to operate some

147. NS 1865: 29.

148. United Kingdom (UK), *British North America Act, 1867* (London: Her Majesty's Stationery Office, 1867).

149. NS 1864 and NS 1865.

150. NS 1850: 39.

151. G. Rawlyk & R. Hafter, *Acadian Education in Nova Scotia...*, *op. cit.*, p. 14.

152. NS 1865: 29 [18].

153. G. Morison, “Assessment and Education in Nova Scotia,” *op. cit.*, p. 59.

Catholic schools in the larger English-speaking centres of population in 1864, Charles Tupper was able to win over the Catholic hierarchy¹⁵⁴ to his educational reform proposals.

In the rural, and therefore less populated regions, the public schools became homogenous English language institutions as the government dictated and the Catholic population was forced to submit to the mixed religion schools. The small rural public schools which had seen a certain amount of autonomy and Catholic Church influence, came under the same regulations and teacher control and were therefore legally obliged to teach in English. This had a direct impact on such institutions as Arichat Academy, which had been a predominantly French language institution. The teaching staff of Arichat Academy at the time was composed mostly of the *Frères des écoles chrétiennes*, who were forced to leave the school after the 1864 act forced the same teacher permit requirements on these instructors. The brothers were unwilling to prepare themselves for examination by a government board and therefore were forced to withdraw to other locations but were eventually forced to leave Nova Scotia.¹⁵⁵ This loss was to be felt severely in Arichat where a progressive decline in the French language would be noticeable.¹⁵⁶

Elsewhere, in the small schools of the Acadian villages, the French-speaking teachers were able to become accredited over the years by the local examiners and School Commissioners¹⁵⁷ as there was local rather than central [Halifax] examination which permitted some discretion on the part of the local inhabitants and their elites to license the teachers they wished. Where the communities were predominantly French speaking, the teachers would remain supportive of the Acadian's French language (Pomquet, Petit-de-Gras, Chéticamp) even though illegal after 1864, while in linguistically mixed areas the French language would be slowly eliminated (Chezzetcook, Havre-Boucher, Tracadie, Arichat and Richmond County) through the steady progress and use of English. This decline in the use of the French language in Acadian villages has been documented by such researchers as Dr Sally

154. J.M. Beck, *Politics of Nova Scotia...*, *op. cit.*, p. 143, and R.A. MacLean, *Bishop John Cameron: Piety and Politics* (Antigonish: Casket Printing and Publishing Company, 1991), p. 38.

155. R. Pichette, *Napoléon III, l'Acadie et le Canada français* (Moncton: Éditions d'Acadie, 1998), p. 148.

156. S. Ross, *Les écoles acadiennes...*, *op. cit.*, p. 48.

157. NS 1865: 29 [44].

Ross in her article “Majorité ou minorité: le cas de l’île Madame,”¹⁵⁸ by Ronald LaBelle in his work *La vie acadienne à Chezzetcook*,¹⁵⁹ concerning the villages of West Chezzetcook and Grand Désert.

One of the clear changes in the classrooms of Acadian schools was the implication for teachers to meet a standard set of requirements established by the province.¹⁶⁰ The act of 1864 contained a list of six prerequisites. The act of 1865, “For the better encouragement of Education”¹⁶¹ also called the “Law Relating to the Public Schools in Nova Scotia” contained further directions for teachers wishing to instruct in Nova Scotia.

For the teachers of the communities of Nova Scotia, the requirements increased not only their responsibilities towards the government and the local communities, but would also ensure a better standard of accountability from teachers for their conduct and that of pupils in their charge. It would also force the trustees and commissioners to account to the central authority for the schools in their districts and not to consider themselves an independent power. Considering that it was now the taxpayers of the province who were paying for public education, it would be necessary to furnish the Legislative Assembly with details of the actions and educational results of the teachers.

With the advent of these more stringent rules for teachers in the acts¹⁶² which compelled Acadian teachers to report on the progress of their pupils, they were obliged to write their reports in good English and to ensure that their pupils passed the public examinations in English. This increased pressure to conform to the homogenous education system contained therefore a condemnation of the minority languages of Nova Scotia. The survival of French and “...the education of the Acadians would be heavily dependant on what could be found among their own ... teachers ...”¹⁶³ The fact that public school teachers and schools had been functioning in their own language between 1841 and 1864 made the change to English that much more difficult. Two decades of linguistic rights in the classrooms of Acadian public schools would not now endear the Acadian teachers and other members of the

158. S. Ross, “Majorité ou minorité: le cas de l’île Madame,” *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 23, Nos. 3 & 4 (1992), p. 143-157.

159. R. Labelle, “La vie acadienne à Chezzetcook,” *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 22, Nos. 2 & 3 (1991), p. 11.

160. NS 1864: 58 [32]

161. NS 1865: 29.

162. NS 1864: 58 and NS 1865: 29.

163. B. Sweet, *Réfractaire and Mission Priests...*, *op. cit.*, p. 106.

communities to the new laws which appear designed to assimilate all linguistic minorities into the English vernacular of the province and would lead to the continued clandestine use of French and the employment of Acadian teachers in the schoolrooms to ensure that the pupils received an adequate education that would not be guaranteed under the new system of compulsory education.

Conclusion

As seen in this article, government legislation relating to teachers and teaching in Nova Scotia in the first few acts, aimed at establishing the Church of England as the official Church of the province as well as controller of the educational establishment. The military and then civilian governments between 1758 and 1864 sought to regulate the population who had access to public education and those minority population groups who had established private schools in their villages. There was some success on the part of the Acadians of eastern Nova Scotia under the “Act to continue the act for the encouragement of education” of 1841 which permitted public schools to function in French. This act provided a 23-year period when French language public education was permitted in Nova Scotia. Encouraged by the initial success of French language teachers in the Acadian villages, Acadians would continue to rely on French teachers in their schools, thus preserving their language and culture even after the enactment of the 1864 “Act for the encouragement of Education” which failed to make allowance for the use of French, German and Gaelic in the public schools of Nova Scotia.

This study of the laws affecting teachers and teaching in Nova Scotia is necessary to gain insight into the parameters in which Acadian teachers had to accommodate themselves to the education laws of the eighteenth and nineteenth centuries in Nova Scotia. From this survey of the legislation, it can be seen that the Acadians were forced to accommodate themselves to the political and education system in Nova Scotia following their return from the Deportation of 1755 to 1763. From this study of the education acts an appreciation of the difficulties is seen as well as the measures needed and taken to ensure the linguistic survival of the Acadian people in a province dominated by an English language majority population. The Acadians not only succeeded in this survival, but used the education laws throughout the period to promote their welfare, language and culture.

Références

BASQUE, M. *De Marc Lescarbot à l'AEFNB, Histoire de la profession enseignante acadienne au Nouveau-Brunswick* (Edmundston: Éditions Marévie, 1994).

- BASTARACHE, M. and A.B. OUELLET. "Droits linguistiques et culturels des Acadiens et des Acadiennes de 1713 à nos jours," in Jean Daigle, ed., *L'Acadie des Maritimes: études thématiques des débuts à nos jours* (Moncton: Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993), p. 385-430.
- BECK, J.M. *Politics of Nova Scotia, vol. 1, Nelson-Fielding 1710-1896* (Halifax: Four East Publications, 1985).
- BINGAY, J. *Public Education in Nova Scotia. A History and Commentary* (Kingston: Jackson Press, 1919).
- BOGDAN, R.C. and S.K. BIKLEN. *Qualitative Research for Education: An Introduction to Theory and Methods* (Boston: Allan and Bacon Inc., 1982).
- BORG, W.R. and M.D. GALL. *Educational Research: An Introduction* (New York: Longman, 1983).
- BORG, W.R. *Educational Research: An Introduction* (New York: David McKay Co., 1963).
- BOUCHER, N. "L'Émigration et les Acadiens: le cas des Acadiens du Sud-ouest de la Nouvelle-Écosse," *Revue de l'Université Sainte-Anne*, Vol. 1, No. 1 (1985), p. 7-23.
- BOURGEAIS, R. and M. BASQUE. *Une histoire de Lamèque. Des origines à nos jours* (Moncton: Éditions d'Acadie, 1984).
- BUCKNER, P.A. and J.G. Reid. *The Atlantic Region to Confederation: A History* (Toronto: University of Toronto Press, 1990).
- BUCKNER, P.A. "The 1860s: An End and a Beginning," in P.A. Buckner and J.G. Reid, *The Atlantic Region to Confederation: A History* (Toronto: University of Toronto Press & Acadiensis Press, 1994), p. 156-183.
- CHIASSON, A. *Chéticamp: histoire et traditions acadiennes* (Moncton: Éditions des Aboiteaux, 1962).
- CONRAD, M. and J. HILLIER. *Atlantic Canada: A Region in the Making* (Toronto: Oxford University Press, 2001).
- COX, L.V. "Gaelic and the Schools in Cape Breton," *Nova Scotia Historical Review*, Vol. 14, No. 2 (1994), p. 20-40.
- GARRAGHAN, G.S.J. *A Guide to Historical Method* (New York: Forham University Press, 1940).
- GRIFFITHS, N.E.S. *The Acadian Deportation: Deliberate Perfidy or Cruel Necessity* (Toronto: Copp Clark Publishing, 1969).
- GRIFFITHS, N.E.S. *The Contexts of Acadian History, 1686-1784* (Montréal: McGill-Queen's University Press, 1992).
- HARVEY, D.C. "Early Academies in Nova Scotia, 1841-50," *Journal of Education* (1936), p. 363-368.

- JOHNSON, F.H. *A Brief History of Canadian Education* (Toronto: McGraw-Hill, 1968).
- LABELLE, R. "La vie acadienne à Chezzetcook," *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 22, Nos. 2 & 3 (1991), p. 1-95.
- LANDRY, R. and R. ALLARD. "Langue de scolarisation et développement bilingue: le cas des Acadiens et Francophones de la Nouvelle-Écosse, Canada," *DiversCité Langues*, Vol. V (2000), www.telug.quebec.ca/diversite.
- LANDRY, R. and R. ALLARD. "Profil sociolangagier des Acadiens et Francophones du Nouveau-Brunswick," *Études canadiennes/Canadian Studies*, Vol. 37 (1994), p. 211-236.
- LANDRY, R. and A. MAGORD. "Vitalité de la langue française à Terre-Neuve et au Labrador: les rôles de la communauté et de l'école," *Éducation et francophonie*, Vol. 20, No. 2 (1994), p. 3-23.
- LÉTOURNEAU, J. *Le coffre à outils du chercheur débutant: guide d'initiation au travail intellectuel* (Toronto: Oxford University Press, 1989).
- MACINTOSH, A.G. *The Development of Teacher Education in Nova Scotia*, unpublished MA thesis (Halifax: St. Mary's University, 1964).
- MACLEAN, R.A. *Bishop John Cameron: Piety and Politics* (Antigonish: Casket Printing and Publishing Company, 1991).
- MACNAUGHTON, K.F.C. *The Theory and Practice of Education in New Brunswick, 1784-1900: A Study in Historical Background* (Fredericton: University of New Brunswick Press, 1947).
- MEAGHER, N. H. *The Religious Warfare in Nova Scotia, 1855-1860* (Halifax: [s.n.], 1927).
- MORGAN, R. *Early Cape Breton: From Founding to Famine* (Sydney: Breton Books, 2000).
- MORISON, G. "Assessment and Education in Nova Scotia," *Collections, Nova Scotia Historical Society*, Vol. 34 (1963), p. 55-77.
- MUCCIELLI, A. *Les méthodes qualitatives* (Paris: Presses universitaires de France, 1991).
- NOVA SCOTIA ARCHIVES AND RECORDS MANAGEMENT. RG14, Vol. 3 & 4, 39, 56/59.
- NOVA SCOTIA ARCHIVES AND RECORDS MANAGEMENT. RG1, Vol. 444, p. 34.
- NOVA SCOTIA. *An Act for the Establishment of Religious Public Worship in this Province, and for Supressing Popery* (Halifax: His Majesty's Printer, 1758).
- NOVA SCOTIA. *An Act Concerning Schools and Schoolmasters* (Halifax: His Majesty's Printer, 1766).

-
- NOVA SCOTIA. *An Act for Establishing a Public School in the Town of Halifax* (Halifax: His Majesty's Printer, 1780).
- NOVA SCOTIA. *An Act for Relieving His Majesty's Subjects Professing the Popish Religion* (Halifax: His Majesty's Printer, 1786).
- NOVA SCOTIA. *An Act for Founding, Establishing and Maintaining a College in this Province* (Halifax: His Majesty's Printer, 1789).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Amend An Act for Establishing a Public School in the Town of Halifax* (Halifax: His Majesty's Printer, 1811).
- NOVA SCOTIA. *An Act for Encouraging the Establishment of Schools Throughout the Province* (Halifax: His Majesty's Printer, 1811).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Establish Grammar Schools in Several Counties and Districts of this Province* (Halifax: His Majesty's Printer, 1811).
- NOVA SCOTIA. *An Act for Founding, Establishing and Maintaining an Academy at Pictou* (Halifax: His Majesty's Printer, 1816).
- NOVA SCOTIA. *Legislative Committee Report 7 March, 1825* (Halifax: His Majesty's Printer, 1825).
- NOVA SCOTIA. *An Act Concerning Schools* (Halifax: His Majesty's Printer, 1826).
- NOVA SCOTIA. *An Act for the Encouragement of Schools* (Halifax: His Majesty's Printer, 1832).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue and Amend the Act for the Encouragement of Schools* (Halifax: His Majesty's Printer, 1836).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue the Act for the Encouragement of Schools* (Halifax: His Majesty's Printer, 1838).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Provide for the Selection and Appointment of Trustees of Lands Granted* (Halifax: His Majesty's Printer, 1839).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue the Act for the Encouragement of Schools and to Alter and Amend the Same* (Halifax: His Majesty's Printer, 1841).
- NOVA SCOTIA. *An Act for the Encouragement of Schools* (Halifax: His Majesty's Printer, 1845).
- NOVA SCOTIA. *An Act for the Encouragement of Education* (Halifax: His Majesty's Printer, 1850).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Establish a Normal School* (Halifax: His Majesty's Printer, 1854).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Amend the Act to Establish a Normal School* (Halifax: His Majesty's Printer, 1857).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue and Amend the Laws Relating to Education* (Halifax: His Majesty's Printer, 1857).
-

- NOVA SCOTIA. *An Act to Further Amend the Act to Establish a Normal School* (Halifax: His Majesty's Printer, 1858).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue and Amend the Laws Relating to Education* (Halifax: His Majesty's Printer, 1858).
- NOVA SCOTIA. *An Act to Continue and Amend Chapter 60 of the Revised Statutes of Public Instruction* (Halifax: His Majesty's Printer, 1863).
- NOVA SCOTIA. *Of public Instruction* (Halifax: His Majesty's Printer, 1864).
- NOVA SCOTIA. *An Act for the Better Encouragement of Education* (Halifax: His Majesty's Printer, 1865).
- NOVA SCOTIA. *Journal of the House of Assembly* (Halifax: His Majesty's Printer, 1853).
- PICHETTE, R. *Napoléon III, l'Acadie et le Canada français* (Moncton: Éditions d'Acadie, 1998).
- PLESSIS, J.-O. "Le journal des visites pastorales en Acadie 1811, 1812, 1815," *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 11, Nos. 1, 2 & 3 (1980).
- RAWLYK, G. and R. HAFTER. *Acadian Education in Nova Scotia: An Historical Survey to 1965. Studies of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism* (Ottawa: Information Canada, 1970).
- REID, J. "Change and Continuity in Nova Scotia, 1758-1775," in M. Conrad, ed., *Making Adjustments. Change and Continuity in Planter Nova Scotia, 1759-1800* (Fredericton: Acadiensis Press, 1991).
- ROSS, S. "Majorité ou minorité: le cas de l'Île Madame," *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 23, Nos. 3 & 4 (1992), p. 143-157.
- ROSS, S. *Les écoles acadiennes en Nouvelle-Écosse, 1758-2000* (Moncton: Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, 2001).
- SWEET, B. *For a Space to Teach: Acadian Teachers in Public Schools in Eastern Nova Scotia, 1811-1864*, unpublished PhD thesis (Pretoria: University of South Africa, 2006).
- SWEET, B. "Father François Lejamtel: Ecclesiastical Education at Arichat (1792-1819)," *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, Vol. 31, Nos. 3 & 4 (2000), p. 175-194.
- SWEET, B. *Réfractaire and Mission Priests in Post-Deportation Acadian Education in Eastern Nova Scotia, 1792-1840*, unpublished MA thesis (Québec: Université Laval, 1999).
- SWEET, B. *St. Anselm's Chezzetcook: A Brief History of an Acadian Parish from 1750* (West Chezzetcook: KT Graphics Publishers, 1999).

- THÉRIAULT, L. "L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique," in J. Daigle, ed., *L'Acadie des Maritimes: études thématiques des débuts à nos jours* (Moncton: Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993), p. 45-91.
- UNITED KINGDOM. *British North America Act, 1867* (London: Her Majesty's Stationery Office, 1867).
- VENTER, I.S.J. and S.M. VAN HEERDEN. *The Grounding of History of Education* (Pretoria: Euro Publications, 1989).
- WALSH, F.X. *The Evolution of the Catholic Public Schools in Nova Scotia*, unpublished MA thesis (Boston: Boston College, 1958).
- WIERSMA, W. *Research Methods in Education, an Introduction* (Philadelphia: J.B. Lippincott Co., 1969).

VERS LE 50^e ANNIVERSAIRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ACADIENNE

Depuis le début du 20^e siècle, plusieurs se plaignaient de l'absence de textes sur l'Acadie et des erreurs que l'on retrouvait dans les manuels d'histoire du Canada relativement à la période de la déportation et de la description de la vie des Acadiens. Plusieurs nourrissaient le projet de créer une société d'histoire afin de regrouper les efforts des chercheurs et stimuler ainsi la recherche qui aboutirait à la publication de travaux historiques. À cet effet, une commission intitulée *Société historique et littéraire acadienne* fut mise sur pied suite à une recommandation de la Société nationale de l'Acadie en 1921. La première rencontre n'eut lieu qu'en mars 1928. L'éloignement des différents officiers et l'absence de rencontres firent que l'organisme ne put tenir ses promesses.

Il faut attendre la réalisation de certains objectifs tels l'acquisition des papiers de Placide Gaudet (un chercheur-archiviste), la mise sur pied d'une bibliothèque acadienne et le travail de certains individus pour que le rêve de l'existence d'un organisme s'intéressant à l'histoire acadienne se concrétise. Après une rencontre des pères Clément Cormier et Anselme Chiasson et d'Émery LeBlanc en février 1960, ils conviennent de convoquer la réunion de fondation de la Société historique acadienne le 21 avril de la même année.

À cette rencontre, les trois protagonistes s'attellent à la tâche de publier l'année suivante une revue intitulée *Les Cahiers de la Société historique acadienne* et invitent les chercheurs à présenter le résultat de leurs études. Avec régularité, au rythme d'un par année puis de deux par année et par la suite de trois et de quatre par année la Société diffuse les travaux de recherche de ses membres et de chercheurs. Les sujets touchés rejoignent des thèmes aussi variés que la sociologie, la littérature, l'histoire, la linguistique en passant par la généalogie.

Une rapide compilation nous permet de constater qu'environ une centaine de bénévoles ont œuvré au sein de divers comités de la Société historique acadienne. Grâce à leur travail et à leur enthousiasme, la Société a organisé plusieurs excursions notamment à Belle-Ile-en-Mer en 1966 et au Poitou en 1973 en plus d'appuyer plusieurs projets de recherche et de conservation du patrimoine.

Il est donc de mise, 50 ans après sa création, d'organiser une rencontre afin de réfléchir au chemin parcouru, reconnaître le travail des bénévoles et planifier le futur. La Société historique acadienne convie donc ses membres et les amis de l'histoire à un colloque les 15, 16 et 17 octobre 2010. La rencontre se tiendra au campus de Moncton de l'Université de Moncton. Les sociétés d'histoire et du patrimoine des provinces Maritimes sont invitées à y participer. Un comité est à finaliser le programme qui sera communiqué à une date ultérieure.



LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE
ACADIENNE